

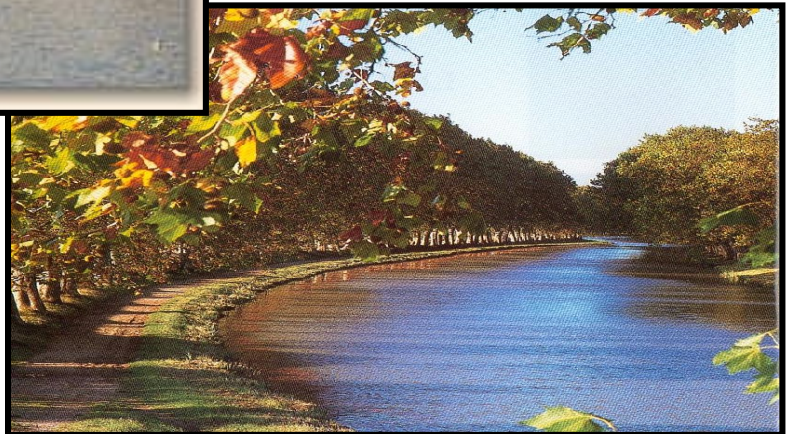
# **LE CANAL DU MIDI ET LE VAL DE LOIRE DEUX SITES INSCRITS SUR LA LISTE DU PATRIMOINE MONDIAL DE L'UNESCO : CONSTAT ET PERSPECTIVES.**

**Synthèse bibliographique.**



**La Loire à Beaugency**

**Le Canal du Midi**



**Projet personnel de Maîtrise des Sciences et Techniques en Ingénierie des  
Milieux Aquatiques et Corridors Fluviaux (MST IMACOF).**

**Réalisé par Cyrielle ROCH, mai 2003.**

*MST IMACOF  
Université François Rabelais  
Parc Grandmont  
37200 TOURS*

**LE CANAL DU MIDI ET LE VAL DE LOIRE  
DEUX SITES INSCRITS SUR LA LISTE  
DU PATRIMOINE MONDIAL DE L'UNESCO :  
CONSTAT ET PERSPECTIVES.**

**Synthèse bibliographique.**

# REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier mes deux tuteurs durant ce mémoire qui m'ont apporté de précieux conseils, Madame Corinne LARRUE, Maître de Conférence à l'Université de Tours, et Monsieur Franck HUYGUES DESPOINTES, étudiant en thèse à l'Université de Tours.

Je souhaite remercier tout particulièrement Monsieur COHEN, député-Maire de Ramonville pour m'avoir reçu en tant que président de la Commission Territoriale d'Entre Deux Mers ainsi que Madame HENRY pour avoir répondu à mes nombreuses questions.

J'adresse aussi mes remerciements à Monsieur Renaud DE SAINT-PALAIS, chargé de mission au Secrétariat Général pour les Affaires Régionales (SGAR) Centre, qui m'a conviée à la réunion de la Conférence Territoriale du 3 avril 2003 à Orléans et de m'avoir aidé sur la partie Val de Loire.

Je remercie aussi Madame Chloé Campo de Montauzon, conseillère technique à la Mission Val de Loire, pour avoir répondu à mes questions et m'avoir fournie de précieux documents.

Je remercie Monsieur REY, chargé de mission à la DIREN Midi-Pyrénées, direction des Sites, Paysages, Nature pour m'avoir reçue.

Je remercie Madame Maryvonne DOUSSET, déléguée régionale adjointe au tourisme à la Direction Régionale du Tourisme Centre, ainsi que Monsieur Vincent MELGOSO, chef du bureau péages et statistiques du Service de la Navigation à Toulouse, pour m'avoir apporté les informations sur le tourisme concernant le Canal du Midi

Je remercie toutes les personnes qui m'ont aidé pour la réalisation de ce mémoire, ma famille, qui m'a patiemment écoutée, aidée, et lue ; les personnes contactées par Internet qui m'ont gentiment répondu ; ainsi que toutes les personnes qui ont contribué directement ou indirectement à la réalisation de ce mémoire.

# SOMMAIRE

|   |    |
|---|----|
| RESUME  | 2  |
| ABSTRACT  | 2  |
| LISTE DES FIGURES ET TABLEAUX   | 3  |
| SIGNIFICATION DES SIGLES ET ABBREVIATIONS   | 4  |
| INTRODUCTION  | 5  |
| <br>  |    |
| <b><u>I. HISTORIQUE DU CANAL DU MIDI ET DU VAL DE LOIRE, DES PATRIMOINES JUSTIFIANT UNE INSCRIPTION UNESCO?</u></b> | 6  |
| <br>  |    |
| <b><u>II. ATTENTES ET ROLES DES ACTEURS DANS L'INSCRIPTION</u></b>  | 19 |
| <br>  |    |
| <b><u>III. CAPACITE DIFFERENTE D'APPROPRIATION DU PATRIMOINE SUR CES DEUX SITES</u></b>                             | 28 |
| <br>  |    |
| CONCLUSION  | 51 |
| BIBLIOGRAPHIE   | 53 |
| TABLE DES MATIERES  | 55 |
| SOMMAIRE DES ANNEXES  | 57 |



## RESUME

Le Val de Loire et le Canal du Midi sont deux voies d'eau, semblables au premier abord, elles apparaissent différentes sur des aspects structurels essentiels.

L'un naturel, préservé, presque « sauvage », et l'autre artificiel, entièrement créé par l'homme, ces deux sites ont été valorisés par une reconnaissance internationale : ils ont été inscrits en tant que paysages culturels sur la liste du Patrimoine Mondial de l'UNESCO.

Les attentes principales sur ces deux sites se recoupent en un même objectif : l'augmentation de l'affluence touristique. Malgré cette volonté similaire, les moyens mis en œuvre pour y aboutir ainsi que l'implication des acteurs, sont différents. Les structures existantes avant l'inscription du Val de Loire, le 30 novembre 2000, ont favorisé la mise en place d'organes de gestion. Par contre, l'antériorité de l'inscription du Canal du Midi le 7 décembre 1996 n'a pas fait progresser plus rapidement les effets attendus.

Pour le Val de Loire, l'inscription a été portée par des élus locaux, une véritable prise de conscience d'un patrimoine par des ligériens en pleine reconquête de leur fleuve. À l'heure actuelle, on peut considérer les résultats obtenus suite à l'inscription comme positifs. En effet, la structure de fonctionnement mise en place permet efficacement la réalisation des projets autour de ce patrimoine.

En revanche, pour le Canal du Midi, Voies Navigables de France, l'unique gestionnaire du site, a une volonté affichée de rentabilité par cette inscription. La gestion sur le Canal reste encore à définir, et on constate une insuffisance de coordination entre les acteurs concernés. De plus, le manque évident de moyens financiers entraîne le ralentissement des projets autour du site inscrit. Les acteurs concernés pourraient développer la gestion en s'inspirant de l'exemple du Val de Loire.

**MOTS CLEFS :** UNESCO, liste du Patrimoine Mondial, Val de Loire, Canal du Midi, paysages culturels, affluence touristique, gestion.

---

## ABSTRACT

The « Val de Loire » and the « Canal du Midi » are two leak, similar at first sight, appeared different with structural essential aspects.

One natural, still to protect, nearly « uncultivated », and the other artificial, fully created by man, these two landscapes have been developed by an international recognition : they are registered in cultural landscapes on UNESCO's World Heritage list.

Principal waitings on these two sites cross-check in a same objective : the increase of tourism affluence. In spite of the same purpose, ways bringed to succeed as the actors implication for this patrimony, are not similar. The existing structures before the registering of « Val de Loire », the 30<sup>th</sup> november of 2000, have favoured with the placing of management instruments. On the other hand, the registering anteriority of « Canal du Midi », the 7<sup>th</sup> décembre of 1996, make not progress more rapidly waiting effects.

For the « Val de Loire », the registering have been beared by premises elects, a true awaked to the consciousness of one patrimony by some « ligériens » in full reconquest of their river. Nowadays, obtained results with the registering like positive. In fact, the placing management instrument permit effectively project realizations around patrimony.

In return, for the « Canal du Midi », « Voies Navigables de France », the only site administration, has a strong will to make profitable the site by registering. The management on the « Canal du Midi » still remains to define, and it exists one true lack of co-ordination between concerned actors. Moreover, the evident lack of financial means the falling off projects around registered site. The concerned actors could develop the management taken as a pattern to the example of « Val de Loire ».

**KEY WORDS :** UNESCO, world heritage list, « Val de Loire », « Canal du Midi », cultural landscapes, tourism affluence, management.

# LISTE DES FIGURES ET TABLEAUX :

|  | pages |
|--|-------|
| <b>Figure n°1 :</b> Objectif initial de la construction du Canal du Midi   | 7     |
| <b>Figure n°2 :</b> Situation du Canal du Midi dans le Sud de la France  | 8     |
| <b>Figure n°3 :</b> Profil du Canal du Midi  | 8     |
| <b>Figure n°4 :</b> Situation du Canal des 2 Mers, le Canal du Midi et le Canal latéral à la Garonne dans le Sud-Ouest | 9     |
| <b>Figure n°5 :</b> Localisation du site du Canal du Midi inscrit sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO       | 14    |
| <b>Figure n°6 :</b> Localisation du site du Val de Loire inscrit sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO        | 16    |
| <b>Figure n°7 :</b> Responsabilités pour la gestion du Canal du Midi   | 31    |
| <b>Figure n° 8 :</b> Gestion du Val de Loire   | 34    |
| <b>Figure n° 9 :</b> Label du Val de Loire-Patrimoine Mondial  | 33    |
| <b>Figure n° 10 :</b> Présentation du Schéma de développement  | 43    |
| <b>Figure n° 11 :</b> Gestion actuelle du Canal du Midi (comparée au Val de Loire)                                     | 49    |
| <br>   |       |
| <b>Photo n°1 :</b> La centrale nucléaire de Beaugency, au premier plan, la Loire                                       | 11    |
| <b>Photo n°2 :</b> Le château de Sully sur Loire   | 12    |
| <b>Photo n°3 :</b> Le château de Chambord  | 12    |
| <br>   |       |
| <b>Tableau n°1 :</b> Statistiques de fréquentation aux écluses le long du Canal du Midi                                | 39    |

## **LISTE DES ABREVIATIONS UTILISEES**

**AME** : Agence Méditerranéenne de l'Environnement

**CAUE** : Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement

**DIREN** : Direction Régionale de l'Environnement

**EPIC** : Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial

**ICOMOS** : Conseil International des Monuments et des Sites

**SDAP** : Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine

**UNESCO** : Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture.

**VNF** : Voies Navigables de France

# INTRODUCTION

La valorisation d'un site par son inscription dans la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO est bénéfique pour toutes les activités qu'engendrent une telle reconnaissance.

Le Canal du Midi et le Val de Loire ont été inscrits et font donc partie de ces paysages à préserver et à mettre en valeur par diverses actions.

L'objet de ce mémoire est de présenter les impacts de l'inscription de ces deux sites tant au niveau de leurs similitudes que de leurs différences.

La comparaison de ces patrimoines s'est appuyée sur des paramètres similaires et connus tels que la date de l'inscription, les justificatifs d'inscription, les activités générées, la protection de l'environnement et enfin la gestion par les acteurs concernés.

Dans un premier temps, nous étudierons les raisons justifiant les inscriptions en tant que patrimoine du Canal du Midi et du Val de Loire.

Puis, nous verrons la mobilisation des acteurs concernés et leurs attentes avant l'inscription.

Enfin, nous nous intéresserons à la capacité d'appropriation du site par les gestionnaires, les collectivités, les riverains.

Cette dernière partie est primordiale pour la compréhension des résultats obtenus et de là, des orientations qui pourraient être suivies.

Nous finirons par énoncer les principaux résultats ainsi que les propositions pouvant être applicables aux deux sites.

**I.**

**HISTORIQUE DU  
CANAL DU MIDI  
ET DU  
VAL DE LOIRE  
  
DES PATRIMOINES  
JUSTIFIANT UNE  
INSCRIPTION UNESCO ?**

L'inscription UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture) consiste en l'inscription dans une liste appelée « Patrimoine Mondial de l'UNESCO ». Il s'agit d'une sélection effectuée par l'UNESCO (après les investigations de l'ICOMOS, le Conseil International des Monuments et des Sites) au titre de la qualité du patrimoine. Il est distinct du classement national au titre des sites, qui a un sens réglementaire en France. Il n'induit aucune aide financière particulière.

### **1) Le Canal du Midi : une prouesse technique mais aussi une œuvre d'art conçue par Pierre Paul Riquet en 1667(Cf. Annexe 5)**

L'idée de relier la Garonne à la Méditerranée par un canal remonte à l'Antiquité sous l'empereur Auguste et a été reprise par Charlemagne, François 1<sup>er</sup> puis Henri IV.

L'objectif initial était de réaliser un canal maritime, afin de faciliter le transit des marchandises en reliant l'Océan Atlantique à la mer Méditerranée (Cf. **Figure n°1 ci-dessous**), sans avoir à contourner l'Espagne en empruntant le détroit de Gibraltar qui représentait un périple de plus de 3000 kilomètres. Le but n'était pas seulement économique, il était aussi militaire et politique.



**Figure n°1 : Objectif initial de la construction du Canal du Midi (<http://www.canalmidi.com>)**

L'invention de l'écluse datant du 16<sup>ème</sup> siècle, il fallait un homme qui serait à même d'utiliser ce moyen technique pour exécuter l'idée. Cet homme, ce fut **Pierre Paul Riquet** (1609-1680) (Cf. **Annexe 1**).

L'alimentation en eau du canal est une difficulté importante dans le projet de Riquet, il va alors trouver la solution dans les rigoles de la Montagne Noire, au sud du Massif Central, qu'il connaît bien (Cf. **Annexe 2**).

La construction du Canal du Midi ordonnée par l'**Edit de Saint-Germain-en-Laye** du 5 octobre 1666 sous le règne de Louis XIV a duré 20 ans, de 1661 à 1681, depuis son étude jusqu'à son inauguration. Sa construction est évaluée à 17 000 000 de livres<sup>1</sup> (soit environ 2 600 000 euros) dont une participation personnelle de Riquet de 4 000 000 livres<sup>2</sup> (soit 610 000 euros). C'est le plus ancien canal d'Europe encore en fonctionnement.

Le Canal du Midi court sur 240 kilomètres entre l'étang de Thau, près de Sète et Toulouse (Cf. **figures n°2 et 3**). 328 ouvrages d'art tels que : épanchoirs, écluses, aqueducs, ponts, déversoirs, tunnels... se démarquent de ce paysage. Plusieurs de ces ouvrages sont originaux comme le tunnel de Malpas (premier souterrain-canal), l'aqueduc de Répudre (le plus ancien pont-canal du monde), l'escalier d'eau de Fonsérannes (dénivellation de 21,5m), l'écluse ronde d'Agde.

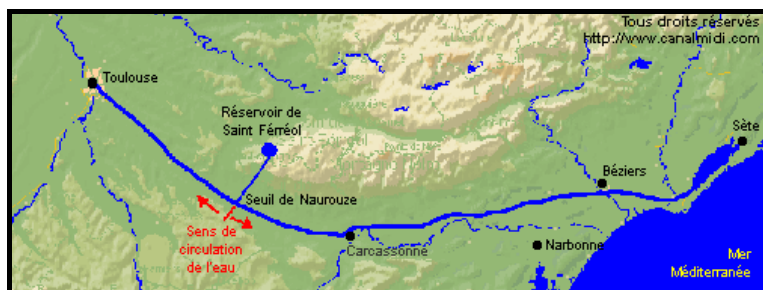


Figure n°2 : Situation du Canal du Midi dans le Sud de la France (<http://www.canalmidi.com>)

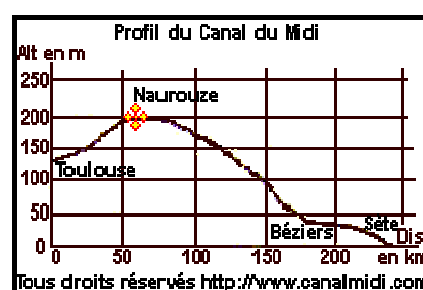


Figure n°3 : Profil du Canal du Midi (<http://www.canalmidi.com>)

Le Canal du Midi est prolongé jusqu'à l'Atlantique par le Canal latéral à la Garonne (1830-1856) sur 193 kilomètres, les deux canaux forment alors le Canal des Deux Mers (Cf. **figure n°4**).

<sup>1</sup> avec une livre=0,98765 Francs, on prendra donc une livre = un Franc, donc ce qui est égal à un peu moins de 17 000 000 Francs, soit 2 600 000 euros.

<sup>2</sup> 4 000 000 Francs, soit 610 000 euros.

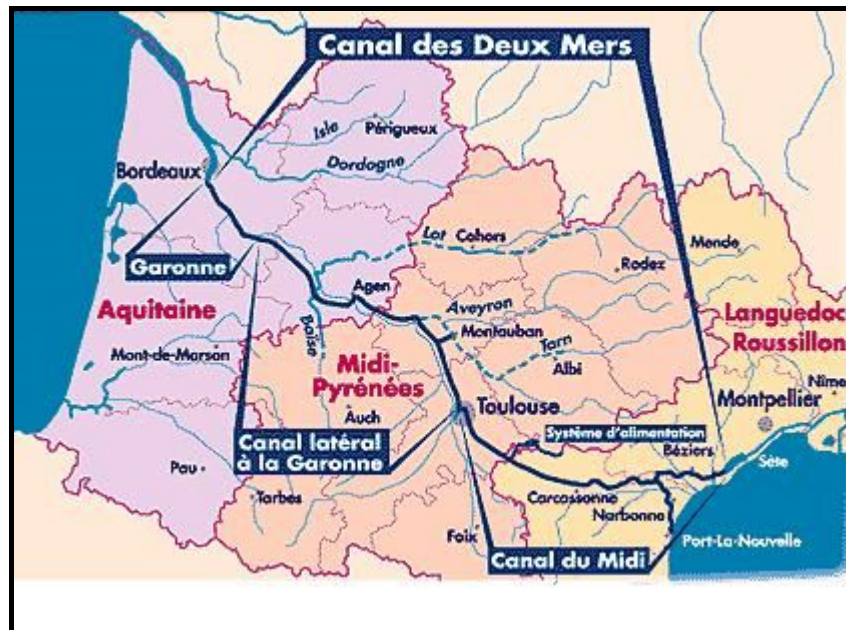


Figure n°4 : Situation du Canal des 2 Mers, le Canal du Midi et le Canal latéral à la Garonne dans le Sud-Ouest (site Internet)

La vocation première du Canal du Midi était surtout le transport de marchandises, également de personnes (les bateaux de poste acceptaient des voyageurs). Pendant trois siècles, le Canal a vu passer, des barques d'abord, des péniches (transportant sel, blé, vin, bois) (**Cf. Annexe 2**) halées par des chevaux ensuite, et enfin, des péniches automotrices modernes de 150 tonnes qui sont devenues non rentables. Parallèlement avec le déclin du trafic de marchandises, deux nouvelles vocations se sont fait jour : le transport d'eau pour l'usage agricole pour l'irrigation des terres et le tourisme fluvial.

Le Canal du Midi est l'un des canaux les plus attractifs d'Europe pour la beauté, la richesse et la variété des régions et des villes traversées : ainsi, Carcassonne et ses remparts, Toulouse (la ville « rose »), Castelnaudary (capitale du cassoulet), Béziers, Sète (« Venise languedocienne », cité des peintres et des poètes).

Le Canal du Midi est donc un témoignage prestigieux de l'architecture du passé, qui appartient à la mémoire collective du Grand Sud ; c'est aussi un marché porteur où les investisseurs étrangers présentent des projets d'aménagements.



Le Canal du Midi a aujourd'hui perdu sa fonction initiale de transport de marchandises, mais il n'en demeure pas moins un instrument fondamental d'aménagement du territoire. Toutefois, il est par endroits très menacé par les conséquences de son exploitation (érosion de berges, qualité de l'eau...) et une réelle prise en compte a abouti à une concertation autour d'un classement pour sa préservation, comme nous le verrons par la suite.

## **2) Le Val de Loire : un paysage culturel exceptionnel (villes historiques, monuments nationaux, châteaux...)**

Le Rhin, le Danube, le Rhône ont connu des transformations considérables pour satisfaire aux besoins de la navigation commerciale : ces grands fleuves, chenalisés pour permettre le transit d'énormes convois, sont ainsi devenus des voies d'eau ayant perdu une grande partie de leur caractère naturel. Parmi les grands fleuves européens, la Loire est le seul dont l'intégralité du bassin versant se trouve dans un seul pays : cette situation garantit ainsi l'homogénéité des moyens mis en œuvre pour valoriser sa vallée.

« Le site du Val de Loire n'est pas un paysage culturel figé dans un passé artificiellement entretenu ou reconstitué mais bien un paysage culturel vivant engagé dans un processus de développement durable garant de son authenticité. » (d'après <http://www.loire-france.com/unesco/paysage-culturel.htm>)

La vallée de la Loire entre Sully-sur-Loire et la Maine a été, à la Renaissance, une aire culturelle majeure de rencontres et d'influences entre la Méditerranée italienne, la douce France et les Flandres. Cette aire culturelle a vu l'émergence d'une civilisation paysagère, française en premier lieu, puis européenne, qui a élaboré certains des modèles les plus achevés des paysages de la modernité.

La présence d'éléments contemporains dans le Val de Loire, comme les centrales nucléaires (**Cf. Photo n°1**) ou les franchissements de la vallée lui permettent de ne pas être fossilisé dans un passé révolu.

Ce témoignage vivant de l'apport de l'homme à un site naturel se traduit visuellement par une intégration architecturale et paysagère, plus ou moins réussie selon les époques, mais qui exprime quelques moments forts du génie créateur humain.



**Photo n°1 : la centrale nucléaire de Beaugency, au premier plan, la Loire**

Dès l'époque celte, des pistes suivaient la Loire et la franchissaient par des gués dont la toponymie a gardé la mémoire, et qui sont encore visibles l'été.

Aux 12<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> siècles, la dynastie angevine, puis anglaise des Plantagenêt, organise la colonisation systématique de la vallée selon le principe « *hortus-ager-saltus* » : le jardin proche des maisons, les champs dans la vallée et la forêt au-delà des coteaux. Une utilisation sophistiquée de l'espace permet, entre autres innovations, la culture de la vigne sur les versants bien exposés des coteaux et le travail du vin dans les anciennes carrières d'où l'on tirait la pierre de taille.

Un évènement majeur pour la Loire arriva avec la dynastie des Plantagenêt qui imposent aux campagnes riveraines, qui profitaient jusque là de la fertilisation alluviale, la création de « **levées** », digues destinées à contenir les plus hautes crues de la Loire mais surtout à la rendre navigable. Des travaux grandioses sont entrepris, remaniés, renforcés de mille manières sur une longueur de plus de 500 kilomètres pendant près de six siècles pour favoriser l'agriculture intensive et le commerce fluvial.

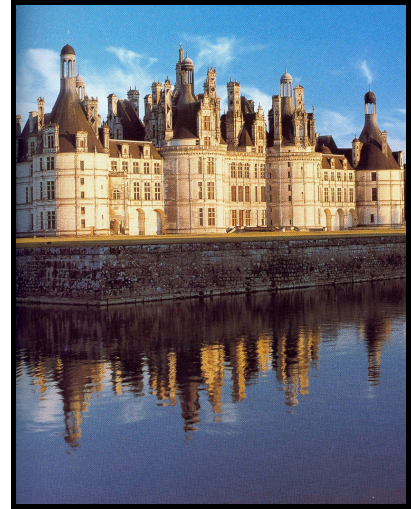
La Loire finit pourtant par l'emporter quand les inondations catastrophiques de 1846, 1856 et 1866 font condamner le principe des digues insubmersibles.

Le site du Val de Loire présente une densité exceptionnelle de monuments historiques des 15<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> siècles ( châteaux...) (**Cf. Photos n°2 et 3**). En effet, la Renaissance a pris son

essor dans le Val de Loire dès l'époque du roi René d'Anjou, au début du 15<sup>e</sup> siècle. L'influence italienne se renforce au 16<sup>e</sup> siècle mais on continue à utiliser les matériaux du pays, ardoise fine et tuffeau blanc ou doré.



**Photo n°2 : Le château de Sully sur Loire**



**Photo n°3 : Le château de Chambord**

Tout au long des siècles, la Loire a contribué de plus en plus à la prospérité économique au fur et à mesure des travaux pour en améliorer la navigabilité.

L'apparition du chemin de fer au milieu du 19<sup>e</sup> siècle et le développement de la route ont condamné le commerce fluvial ligérien au déclin puis à la disparition totale, en moins de cent ans. Alors, ressentie comme un conservatoire de vestiges du passé, la Loire a été méprisée : l'entretien de son infrastructure de navigation a été abandonné, l'urbanisation s'en est détournée et n'a pas tenu compte des leçons de son histoire en colonisant ses zones inondables, l'industrie a puisé dans son lit des réserves apparemment inépuisables de matériaux et polluée son eau. L'environnement a été fortement dégradé : l'assèchement de nombreux bras du fleuve a fait disparaître les frayères de poissons et le développement des arbres entre les digues accroît les risques des grandes crues.

Paradoxalement, l'installation de centrales nucléaires sur les bords de la Loire a suscité un regain d'intérêt pour ce fleuve qui n'existait plus dans la mémoire collective nationale que pour sa longueur et ses châteaux de la Renaissance. Craignant de la voir perdue, les habitants du Val de Loire, et au-delà, l'ensemble des Français, se sont mobilisés et ont alors entrepris un long travail de réappropriation du fleuve sous tous ses aspects dont le site proposé à l'inscription dans le patrimoine mondial veut être le symbole et l'exemple.

### 3) Critères et justification d'inscription

La préservation du patrimoine est l'objet de la Convention UNESCO. Cet accord international, actuellement ratifié par plus de 155 Etats parties, a été adopté par la Conférence générale de l'UNESCO en 1972. Sa mission essentielle est de définir le Patrimoine Mondial.

L'inscription des deux sites, le Val de Loire et le Canal du Midi sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO introduit la notion de « zone tampon » qui est plus ou moins bien définie. Dans un premier temps, nous aborderons l'inscription du Canal du Midi et de la zone proposée, puis nous verrons celles du Val de Loire.

#### *a- Le Canal du Midi*

Initialement, 4 critères avaient été proposés :

- (I) : chef d'œuvre du génie créateur humain ;
- (II) : témoignage d'un échange d'influences sur le développement de l'architecture, des arts monumentaux, de la création de paysages ;
- (IV) : exemple éminent d'ensemble architectural technologique et paysager illustrant une période significative (le seul retenu) ;
- (V) : exemple éminent d'occupation du territoire traditionnelle vulnérable sous l'effet de mutations irréversibles.

Pour obtenir son inscription au Patrimoine Mondial de l'UNESCO, le Canal du Midi a répondu à deux critères pour l'inscription en tant que paysage culturel : le IV « offrir un exemple éminent d'un type de construction ou d'ensemble architectural ou de paysage illustrant une ou des périodes significatives de l'histoire humaine » et le VI : « être directement ou matériellement associé à des événements ou des traditions vivantes, des idées, des croyances ou des œuvres artistiques, littéraires ayant une signification universelle exceptionnelle ». Ce dernier critère est uniquement utilisé dans des circonstances exceptionnelles ou appliqué concurremment avec d'autres critères (jamais seul).

- le Canal du Midi depuis le Port de l'Embouchure à Toulouse jusqu'à l'embouchure dans l'étang de Thau, au phare des Onglous, soit une distance de 240 kms ;

- le système d'alimentation de la Montagne Noire, avec les rigoles, soit une distance de 76,1 kms ;
- l'embranchement de la Nouvelle incorporant l'ancien Canal de la Robine, soit un linéaire de 36,6 kms ;
- le Canal de Saint-Pierre ou de Brienne, soit 1,6 kms ;
- la descente dans l'Hérault maritime, soit 0,5 kms ;

Lors de la 20<sup>ème</sup> session du Comité, le **7 décembre 1996**, après les évaluations des inspecteurs de l'ICOMOS (experts chargés de l'étude des propositions des sites), l'UNESCO inscrit le Canal du Midi sur la liste du Patrimoine Mondial. **(Cf. figure n°5)**

Carte du Canal du Midi et de ses affluents, montrant le tracé depuis Toulouse jusqu'à Sète, avec des coordonnées géographiques et des noms de lieux.

**Toulouse**  
Origine du Canal du Midi au Port de l'Embouture (voir plan de détail)  
1° 24' 59"  
43° 36' 41"

**St Ferréol**  
Origine de la Rigole de la Plaine à la prise d'eau de Pont-Crouzet (Sor)  
2° 2' 54"  
43° 27' 10"

**Castelnaudary**

**Carcassonne**  
Rigole de Fresquel  
Rigole d'Orbiat

**Narbonne**  
Rigole de Cesse  
Embranchement de la Nouvelle  
Extrémité aval du Canal de la Robine (embranchement de la Nouvelle)  
3° 2' 30"  
43° 1' 32"

**Port-la-Nouvelle**

**Béziers**  
Embouture du Canal du Midi dans l'Étang de Thau aux Origines  
3° 32' 25"  
43° 20' 28"

**Sète**  
Embouture du Canal d'Agde dans l'Hérault maritime à Agde  
3° 28' 12"  
43° 18' 59"

**Étang de Thau**

**Plan de détail (à gauche) :**  
Port de l'Embouture  
Canal latéral à la Garonne  
Canal du Midi  
Canal de Brienne  
Chausson de Brienne  
Ecluse de Saint-Pierre  
Port de Sète  
Port Neuf  
Origine du Canal du Midi en tant que lieu à classer  
Origine du Canal de Brienne ou de Saint-Ferréol à Toulouse (Bazacle)  
1° 23' 7"  
43° 35' 17"

14

De plus, le Canal du Midi a été classé au titre **des sites** (caractère pittoresque) par une décision du Ministre de l'Environnement<sup>3</sup> en date du **4 avril 1997**, de même, de nombreux monuments, ponts, présents le long du Canal du Midi sont aussi classés.

Les sites historiques sont inscrits ou classés par la loi du 2 mai 1930, les monuments sont inscrits ou classés au titre de la loi du 31 décembre 1913. Ceci a pour conséquence l'obligation de soumettre tous les projets de restauration, d'aménagement, de modification ou d'extension à l'avis des commissions départementales des sites et à une autorisation préfectorale ou ministérielle. Ceci induit des complications particulièrement importantes pour la restauration de l'état du Canal, car les Architectes des Bâtiments de France sont chargés de faire appliquer les lois sur les sites inscrits et sont de ce fait très stricts en ce qui concerne les techniques employées (ciment, pierres, méthodes...)

#### ***b- Le Val de Loire***

Pour le Val de Loire, le site proposé à l'inscription, qui peut paraître vaste avec ses 260 kilomètres de longueur, a été choisi pour sa grande unité. Chacune des parties qui le composent (le val d'Orléans, le val blésois, le val de Touraine, le val d'Authion et la Corniche angevine) ne peut se comprendre sans le lien - la Loire - qui les unit les uns aux autres d'un point de vue topographique et historique. Ce lien est si fort que les populations riveraines se définissent comme ligériennes autant qu'orléanaises, blésoises, tourangelles ou angevines.

Le site présente plusieurs caractéristiques qui expliquent l'intérêt de l'homme pour le cours d'eau lui-même, et la vallée qu'il a créée (**Cf. figure n°6**).

---

<sup>3</sup> Ministère de l'Environnement est un recoupement d'appellation : l'ancien nom, Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, le MATE (à l'époque de l'inscription du Val de Loire) et le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable de nos jours.



**Figure n°6 : Localisation du site du Val de Loire inscrit sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO (site Internet)**

Une remarque est à souligner vis-à-vis de cette carte. En effet, elle ne met en valeur que certains châteaux présents sur le site, alors que le Val de Loire a été inscrit au titre des paysages culturels. Cette représentation peut donc paraître restrictive mais d'autres cartes plus complètes ne sont pas, à ce jour, disponibles.

Le site proposé à l'inscription a été inscrit pour les critères suivants :

- (I) : chef d'œuvre du génie créateur humain, le val de Loire est remarquable pour la qualité de son patrimoine architectural, avec ses villes historiques telles que Blois, Chinon, Orléans, Saumur et Tours, mais plus particulièrement pour ses châteaux de renommée mondiale, comme celui de Chambord ;
- (II) : témoignage d'un échange d'influences sur le développement de l'architecture, des arts monumentaux, de la création de paysages, le Val de Loire est un paysage culturel exceptionnel le long d'un grand fleuve. Il porte témoignage sur un échange d'influences de valeurs humaines et sur le développement harmonieux d'interactions entre les hommes et leur environnement sur deux mille ans d'histoire ;

- (IV) : exemple éminent d'ensemble architectural technologique et paysager illustrant une période significative, le paysage du Val de Loire, et plus particulièrement ses nombreux monuments culturels, illustrent à un degré exceptionnel les idéaux de la Renaissance et du siècle des Lumières sur la pensée et la création de l'Europe occidentale.

C'est lors de la 24<sup>ème</sup> session du Comité, que l'UNESCO décide d'inscrire le Val de Loire sur la liste du Patrimoine Mondial le **30 novembre 2000**. C'est la première fois que l'UNESCO inscrit un fleuve, la Loire, et espère que le Val pourra constituer un centre d'expérimentation pour l'élaboration de méthodologies de valorisation susceptibles d'être réutilisées.

Le Val de Loire est un paysage culturel exceptionnel d'une grande beauté, comprenant des villes et villages historiques, de grands monuments architecturaux –les châteaux- et des terres cultivées et façonnées par des siècles d'interactions entre les populations et leur environnement physique, particulièrement la Loire elle-même.

En ce qui concerne la zone tampon, comme pour le Canal du Midi, elle n'est pas encore très claire. Aussi, les délimitations du périmètre du Val de Loire sont assez floues et il n'y a pas de carte exacte du site inscrit avec un périmètre bien défini. Le Val de Loire est donc inscrit mais la portion reste encore à définir pour une meilleure vision des problèmes éventuels et la gestion de conflits.

La présentation du site du Val de Loire comme « paysage culturel » a reçu une approbation unanime de la population à travers les soutiens tant des élus que des associations qui s'intéressent au patrimoine naturel et culturel ligérien. En effet, depuis une vingtaine d'années, une prise de conscience progressive de l'intérêt fondamental de la préservation de la qualité du cadre de vie est apparue, issue des travaux des associations de naturalistes et d'historiens de la marine de Loire.

Ce « retour à la Loire » sous-tend désormais l'action des régions, départements et communes de l'ensemble du bassin : largement représentés dans un établissement public chargé de l'aménagement du fleuve et de ses affluents, les élus ont conclu le Plan Loire



Grandeur Nature avec l'État pour répondre à l'attente des populations en ce qui concerne l'amélioration du milieu naturel et du cadre de vie (nous le verrons par la suite).

### ***Conclusion partielle :***

Malgré une histoire différente, ces deux sites présentent certaines similitudes, ce sont deux voies d'eau. Environ à la même époque un arrêt des activités propres aux cours d'eau a laissé la place à d'autres usages. Pour ce qui concerne la comparaison de ces deux sites vis-à-vis de leur inscription, il faut noter que celles-ci se sont réalisées en tant que **paysage culturel**, même si les critères changent dans les intitulés, cette inscription à ce titre est similaire.

Au vu de ces analyses comparées, la délimitation du périmètre pour le Val de Loire et de sa zone tampon pour le Canal du Midi constitue un manque notable. Étant des notions très importantes, notamment pour une meilleure gestion de ces sites, on pourrait mettre l'accent sur ces « oublis ».

Concernant les attentes liées à cette inscription, elles sont propres à chacun des deux sites. Dans la partie suivante, nous verrons si elles peuvent se recouper ou si pour des problèmes d'usages et conflits d'usages avec les acteurs concernés, elles divergent.

## **II.**

**ATTENTES ET ROLES**

**DES ACTEURS DANS**

**L'INSCRIPTION**

## 1) Acteurs impliqués dans cette inscription

C'est l'Etat qui a la responsabilité d'identifier les sites susceptibles d'être inscrits sur la liste du patrimoine mondial, et c'est lui qui envoie le dossier de demande d'inscription. Lors de la demande d'inscription, les Etats doivent respecter l'un des principes fondamentaux de la Convention qui est : « les biens proposés doivent être de valeur universelle exceptionnelle ».

### *a- Pour le Canal du Midi*

L'Etat est propriétaire de l'ensemble du bien, constitué des canaux et des rigoles, de leurs berges, des ouvrages de navigation (écluses, ponts-canaux, souterrains) et des ouvrages hydrauliques associés (épanchoirs, siphons, barrages, seuils, déversoirs et dérivations), des chemins de halage et de contre-halage, des contre-canaux et des autres dépendances du domaine public fluvial.

Le Canal du Midi avait été concédé à perpétuité à Riquet par l'Edit du 7 octobre 1666, mais il a été racheté par l'Etat en vertu de la loi des 27 novembre-3 décembre 1897.

L'Etat, propriétaire, est représenté dans tous ses droits et ses obligations concernant le bien par la structure décentralisée qu'est VNF (Voies Navigables de France). La gestion, l'entretien et l'exploitation du Canal du Midi sont donc confiés par l'Etat à VNF en tant qu'Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC) depuis 1991.

C'est en 1994, que le dossier a été proposé par VNF pour inscrire le Canal du Midi sur la liste du Patrimoine Mondial. Durant des Assises à Revel, des acteurs ont pu s'exprimer sur le devenir du Canal Du Midi et les préconisations à mettre en œuvre pour sa sauvegarde.

La décision d'inscrire le Canal du Midi au Patrimoine Mondial incombe en grande partie à VNF, aidé par les collectivités territoriales ainsi que les services de l'Etat : régions Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées et Aquitaine, le Ministère de la Culture. En effet, VNF a voulu « **redynamiser** » ce patrimoine en lui donnant une valeur mondialement reconnue.

Les chiffres de fréquentation de cette voie d'eau étaient en baisse depuis quelques années, et, on a voulu par cette inscription relancer l'affluence de visiteurs, notamment dans le tourisme fluvial.

Cette vision n'est pas partagée par tous les acteurs présents lors du projet d'inscription. Ainsi, l'élaboration du Livre Blanc<sup>4</sup> avec des préconisations comme « remise en état de l'ouvrage est un préalable à toute action d'envergure » ou bien « restitution du tirant d'eau, nécessaire à la navigation », semblent être en contradiction avec les souhaits de VNF. De plus, une association la **Commission Territoriale d'Entre Deux Mers** aurait aimé des actions de restauration notamment, précédant une inscription comme celle du Patrimoine Mondial de l'UNESCO.

VNF, connaissant les problèmes du Canal, a tout de même choisi de faire les démarches nécessaires à l'inscription de ce bien au plus vite.

#### ***b- Pour le Val de Loire***

Pour le Val de Loire, la demande d'inscription émane toujours de l'Etat, mais aussi du Ministère de la Culture et de la Communication ainsi que celui de l'Environnement, participation des services régionaux de l'Etat qui rédigent un dossier de demande d'inscription.

Ce sont avant tout des porteurs locaux qui ont défendu le dossier, notamment le sénateur Maire de Chinon, Yves Dauge, qui a eu l'idée d'inscrire une partie du Val de Loire au Patrimoine Mondial de l'UNESCO. Souhaitant qu'une partie du Parc Naturel Régional Loire-Anjou-Touraine soit inscrit, il fait rédiger le dossier « La vallée de la Loire dans le Parc Naturel Régional Loire-Anjou-Touraine, document d'intention pour l'inscription sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO ».

Le dossier de demande d'inscription rédigé par Messieurs Coyaud (professeur de géographie) et Mazas, ont cherché à mettre en valeur le rapport existant entre l'homme et le

---

<sup>4</sup> SOGELERG, SOGREAH, 1996, Le Livre Blanc du Canal des 2 Mers.

fleuve, l'utilisation du fleuve, les levées de la Loire (éléments très importants du paysage culturel puisqu'elles sont très variées en formes et en âges), les différentes constructions portuaires, les parcs et les jardins).

Des ajouts de sites dans le périmètre inscrit ont légèrement retardé l'inscription mais les requêtes de tous ont été entendues. Par exemple, le périmètre a été agrandi entre Saumur et Chalonnes-sur-Loire à la demande de Mme Nicole Nevez, du Conservatoire de Nantes et des rives de la Loire. Il en a été de même pour l'abbaye de Fontevault qui n'était pas prévue dans le site initial, à contrario, on a enlevé la centrale nucléaire de Saint-Laurent des Eaux.

## **2) Différentes attentes pour deux sites comparables**

### **a- Pour le Canal du Midi**

Différents effets sont attendus par l'inscription du Canal du Midi sur la liste du Patrimoine Mondial de l'UNESCO dans plusieurs domaines et notamment le **tourisme**, principal enjeu du Canal.

L'inscription UNESCO implique un intérêt et un entretien régulier afin de conserver le bon état de l'ouvrage et poursuivre ses activités.

À cause de son classement au titre des sites (contraintes trop élevées), la mise au gabarit **Freycinet** (38,50 m) pour les écluses ne pourra plus se faire. L'utilisation du Canal par les péniches de transport pour relier la Méditerranée à l'Atlantique est donc fortement compromise.

Cette voie d'eau semble donc fermée à tout usage de transport, sauf pour le tourisme, les bateaux de location n'excédant pas 0,60 m de tirant d'eau.

Une des conséquences très défavorable de cette nouvelle donnée est que l'envasement du Canal du Midi est irrémédiable. En effet, ce sont les grosses péniches marchandes avec leurs 1,50 à 1,70 m de tirant d'eau qui ont pendant trois décennies protégées le Canal du Midi de l'envasement.

Les **prélèvements d'eau** pour l'agriculture et l'alimentation des nappes est aussi une attente forte. Étant donné que maintenant, l'une des principales fonctions du Canal est l'irrigation des terres cultivables, il faut donc se préoccuper de ce problème. Ainsi, la remise en état du Canal (par colmatage des fuites et réparation des portes d'écluses) et une modernisation de la gestion de la circulation de l'eau (dérivation, vannes, gestion informatisée centralisée) permettront une économie d'eau estimée entre 10 et 20 millions de m<sup>3</sup>/an. Il est donc évident que la **valeur ajoutée** par l'eau d'irrigation sur l'ensemble des canaux du Midi (Canal du Midi et Canal latéral à la Garonne) est considérable, ce qui justifierait toute mesure (compatible avec le maintien de la navigation) destinée à économiser la ressource de la Montagne Noire (réseau d'alimentation du Canal du Midi)<sup>5</sup>.

Le **tourisme** est une des principales attentes de cette inscription. Le Canal du Midi associé au canal latéral à la Garonne se veut une destination de « croisières fluviales en Europe »<sup>4</sup>.

Ceci doit impérativement s'accompagner d'une **mise en valeur du patrimoine** concernant trois parties :

- le « Parc » avec la conservation par trois actions principales : protection (classement ou inscription à la Caisse Nationale des Monuments Historiques –à ce jour réalisé- ), restauration et entretien ;
- ces premières actions ont un impact direct sur la fréquentation, à condition qu'elle soit accompagnée d'une deuxième action : l'information et la promotion du Patrimoine ;
- le Patrimoine doit être touristiquement exploité par l'accueil, les activités, l'animation...

Un **support médiatique**, par les trois régions traversées, est attendu conjointement à ces actions afin de promouvoir le tourisme fluvial. En effet, la communication doit être globale et axée sur les Canaux du Midi (Canal du Midi et Canal latéral à la Garonne).

**L'arrière-pays** souhaite aussi voir un tourisme périphérique se développer. Il est impensable de ne développer seulement que les Canaux du Midi sans se préoccuper des structures d'accueil, des infrastructures...

---

<sup>5</sup> d'après Sogelerg sud-ouest, Sogreah, Siat, rapport d'étude, septembre 1990, « Le devenir des Canaux du Midi ».

Pour ce qui concerne les plaisanciers privés, ils souhaitent en tirer un bénéfice notamment pour les résidents plaisanciers. Ainsi, des tronçons comme Toulouse-Carcassonne, partie la plus ancienne du Canal avec le passage du seuil de Naurouze, ainsi que Carcassonne-Agde peuvent constituer des particularités à mettre en valeur.

Plus particulièrement, des secteurs comme Agde-Arles (en relation avec l'étang de Thau) et Narbonne-Port-La-Nouvelle traversés par des péniches peuvent être de très bons outils pour l'**ornithologie** (calme, silence...) par exemple les étangs languedociens, les étangs de Bages, Sigean, les Salins, l'île de Sainte-Lucie...

Ces attentes peuvent donc être réparties en **deux catégories** : celles de VNF, et celles de « l'alliance » entre la Commission Territoriale D'entre Deux Mers et les préconisations du Livre Blanc.

Pour le premier, l'inscription était voulue surtout en vue de **l'augmentation du tourisme** et donc des **bénéfices** pouvant être dégagés ainsi que de la **notoriété** engendrée par l'inscription sur la liste du Patrimoine Mondial de l'UNESCO, une reconnaissance internationale. De ce fait, les premiers concernés, à savoir les riverains, n'ont appris que très tard l'inscription.

Pour les deuxièmes, une **remise en état de l'ouvrage** était un préalable à toute action d'envergure. D'après les préconisations du Livre Blanc (page 32), « il s'agit d'en assurer la pérennité, d'en restaurer l'aspect, de lui redonner une crédibilité en tant que support aux activités existantes et support au développement ».

### **b- Pour le Val de Loire**

L'inscription n'entraîne pas de contrainte supranationale nouvelle. La France dispose déjà d'une réglementation importante concernant le patrimoine monumental, les sites et les espaces naturels.

Les attentes premières concernaient plus particulièrement la **mise en valeur d'un paysage qui se veut évolutif**. Ainsi, le renforcement de la notoriété et de l'attractivité du Val

de Loire proviendra plus de l'exigence de qualité dans les actions et dans l'accueil que les collectivités s'imposeront librement, que du seul fait de l'inscription. Les communes qui attendent beaucoup de retombées sur l'économie locale auront donc un rôle à jouer dans la valorisation du site. Il est à prévoir une **augmentation touristique** dans le périmètre inscrit mais aussi au-delà. L'inscription ne doit pas figer le territoire dans son état actuel qui n'est pas un paysage culturel fossilisé dans un passé artificiellement entretenu ou reconstitué, mais bien un **paysage culturel vivant**. Il a évolué au cours des siècles passés. Le développement économique et paysager doit se poursuivre dans le cadre d'un processus durable, garant de son authenticité.

Le **plan Loire Grandeur Nature**, initié en 1994 et renouvelé en 2000, en est une preuve (d'après la Mission Val de Loire, 2003).

Après une période d'oubli, une prise de conscience des risques aboutie à une multiplication de mesures, qui en 1994 finissent par la présentation d'un plan d'aménagement de la Loire sur 10 ans, visant à concilier la sécurité des personnes, la protection de l'environnement et le développement économique : **le Plan Loire Grandeur Nature**. Ce plan est actuellement le cadre obligatoire de tout projet d'aménagement dans le bassin de la Loire.

Ses objectifs principaux sont :

- **la sécurité des personnes et des biens face aux risques d'inondation, essentiellement dues à l'endiguement de la Loire notamment en Anjou ;**
- **la satisfaction des besoins en eau (qualité et quantité) ;**
- **et, la restauration de la diversité écologique des milieux.**

En 1998, une stratégie a été définie en ce qui concerne la réduction des risques d'inondations qui sont :

- L'érosion au pied de la levée, liée à l'enfoncement du lit du fleuve,
- l'ouverture d'un « renard » (perforation de la levée),
- la fragilité de la structure interne de l'ouvrage<sup>6</sup>.

---

<sup>6</sup> Un renforcement de la levée a été décidé pour le côté du Val ainsi qu'un système de drainage ; pour le côté Loire on a choisi de faire un renforcement du pied du talus de la levée, plus la création d'un chemin de service d'environ 5 mètres, ainsi que la réfection du perré (couverture du talus côté Loire).



Le volet culturel du Plan Loire Grandeur Nature conclu en 1994 entre l'État et les collectivités territoriales a permis la prise en compte de la valeur patrimoniale de la Loire : il est apparu primordial de maintenir vivantes les traditions qu'elle porte directement (pêche, navigation, culture du risque d'inondation) ou indirectement (habitat troglodytique, viticulture, modes culturels spécifiques) en leur donnant un nouveau sens : une qualité durable de la vie.

Le site du Val de Loire inscrit concerne la vallée de la Loire dans toute sa traversée de la cuvette sédimentaire du Bassin parisien jusqu'au début du massif schisteux de l'Anjou. Ainsi l'inscription fournit un label de qualité d'un grand intérêt. Il faut bien penser que c'est l'ensemble d'un territoire qui est inscrit, ce qui induit une certaine valeur, une richesse qui engendrent des processus de valorisation, de développement. Pas plus que pour le Canal du Midi, l'objectif visé n'est pas de faire un musée.

L'inscription du Val de Loire a permis une prise de conscience d'un patrimoine intéressant par l'ensemble des acteurs concernés, les collectivités, les milieux associatifs, les habitants... La région traversée, connue pour son histoire liée notamment aux châteaux, veut montrer autre chose : **l'environnement et les paysages** deviennent alors des véritables enjeux au même titre que les aspects socio-économiques du Val de Loire.

La notion de patrimoine doit être comprise au sens large du terme : si le patrimoine comprend évidemment les châteaux et les sites historiques, il comprend également l'environnement, les paysages dans ce qu'ils ont de naturel et de fabriqué par l'homme, les anciens ouvrages de navigation (quais, cales, etc.), les bâtiments industriels comme les agglomérations en évolution.

La gestion du patrimoine doit être également entendue comme la recherche d'une **optimisation de la biodiversité et des paysages** dans le fonctionnement des sociétés humaines.

### ***Conclusion partielle :***

À première vue, les attentes sur les deux sites paraissaient semblables : le tourisme en est le principal effet attendu. Néanmoins, nous commençons à voir quelques disparités, notamment dans le jeu et le rôle des acteurs sur ces deux voies d'eau.

Pour le site du Val de Loire, tout semble découler d'un processus bien établi dans le temps, d'une grande volonté de la part des collectivités locales pour enfin aboutir à l'inscription du site. La Loire est le premier fleuve du monde à être sur la liste du Patrimoine Mondial de l'UNESCO, le Val de Loire constituant le site le plus vaste inscrit en France.

Pour le Canal du Midi, l'inscription n'apparaît pas comme un travail de longue durée ayant abouti à une inscription voulue et décidée par l'ensemble des acteurs concernés.

Pour ce qui concerne les attentes directement liées à cette inscription, le tourisme est le « leitmotiv » des porteurs de projets divers autant sur le Canal que sur le Val de Loire. Par contre, dans la considération par le grand public de ces deux sites, on voit se dessiner deux tendances : un sentiment d'appartenance fort pour le Val, un « retour à la Loire », et, une prise en compte « *relative* » de la valeur patrimoniale du Canal par les habitants du Grand Sud.

Ces attentes entraînent obligatoirement un type de gestion dans la perspective de pouvoir les atteindre. Dans le chapitre suivant, nous mettrons en évidence les fondements de ces gestions ainsi que les premiers résultats.

# **III.**

**CAPACITE DIFFERENTE**

**D'APPROPRIATION DU**

**PATRIMOINE SUR CES**

**DEUX SITES**

## 1) Différentes structures pour 2 sites différents

### *a- Pour le Canal du Midi, une gestion superposée, voire fragmentée*

VNF a la gestion exclusive du Canal, néanmoins certains services de l'Etat ont des missions précises sur le fonctionnement de cette voie d'eau.

Pour tout ce qui concerne le patrimoine bâti et l'environnement du Canal, le service national compétent est la **Direction de l'Architecture et de l'Urbanisme** (sous direction du Ministère de l'écologie et du développement durable). Ce service s'implique fortement dans les démarches visant à préserver le bien depuis de nombreuses années.

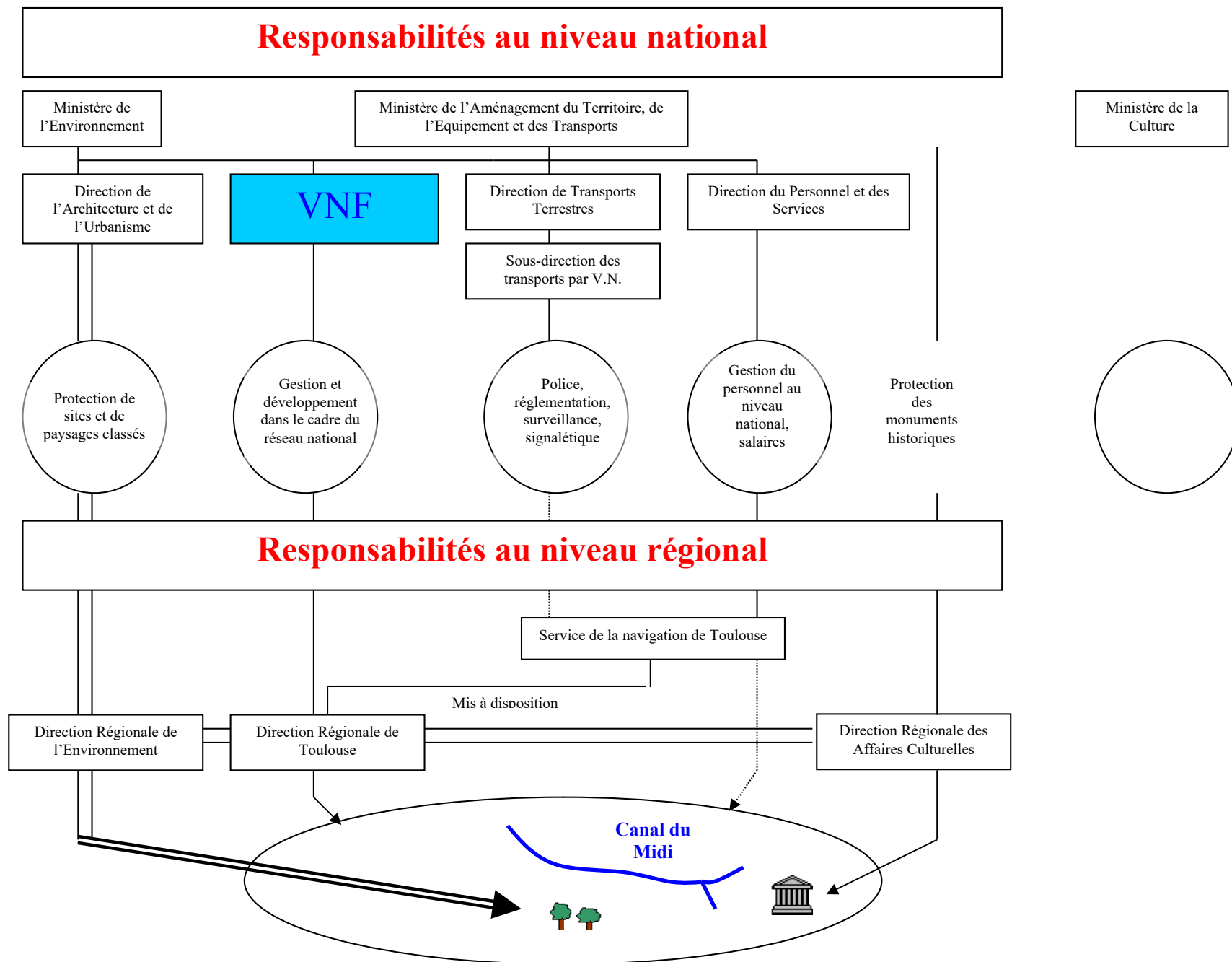
Le **Ministère de la Culture** est concerné par la protection des éléments bâtis du Canal – ouvrages de génie civil, ouvrages hydrauliques et œuvres architecturales - qui sont inscrits ou classés monuments historiques.

Les **deux régions concernées**, Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon, n'ont pas à ce jour des responsabilités sur le canal lui-même, mais il faut noter que ces régions (avec l'Aquitaine pour ce qui concerne le Canal Latéral à la Garonne) participent au financement des travaux de réhabilitation du canal (Contrat de Plan Etat Région, CPER 31, que nous verrons par la suite).

Le **Ministère de l'Environnement** et le **Ministère de la Culture** ne sont pas directement associés à la gestion du canal au quotidien, mais ils sont spécifiquement concernés par la protection de son patrimoine paysager et bâti, et par toutes les initiatives d'inscription et de classement de sites et d'ouvrages. (d'après Proposition d'inscription du Canal du Midi au Patrimoine mondial, VNF, 1996).

Les responsabilités s'exercent donc à deux niveaux : national et régional. (Cf. **figure n°7, page 27**)

Comme nous l'avons déjà évoqué précédemment, la Commission Territoriale d'Entre Deux Mers a un rôle prépondérant dans le fonctionnement du Canal. En partenariat avec un bureau d'études, elle a présidé l'élaboration du **Schéma de Développement du Canal des Deux Mers** (regroupant les Canaux du Midi, nous nous intéresserons plus particulièrement au Canal du Midi). Il comprend un état actuel du Canal du Midi ainsi que des propositions de gestion, et un programme d'interventions à court, moyen et long terme, en vue de la restauration, la valorisation du Canal du Midi. La Commission s'est appuyée sur les préconisations du Livre Blanc qui se positionne en faveur d'une restauration précédant un développement touristique.



**Figure n°7 : Responsabilités pour la gestion du Canal du Midi**  
 (d'après VNF, 1996, Proposition d'inscription du Canal du Midi sur la liste du Patrimoine Mondial)

**b- Pour le Val de Loire, un dispositif de gestion et de valorisation**

L'Etat et les collectivités locales, à la demande du Comité du Patrimoine mondial de l'UNESCO, ont mis en place un dispositif de gestion (validé par la Conférence Territoriale du 26 février 2002) s'appuyant sur trois organes constitutifs : la Conférence Territoriale Val de Loire - Patrimoine Mondial, le Comité de Développement Val de Loire - Patrimoine Mondial et la Mission Val de Loire - Patrimoine Mondial (Cf. figure n°8, page 30).

- **La conférence Territoriale est un organe d'orientation.**

Présidée par le Préfet coordonnateur du Plan Loire Grandeur Nature, son rôle est de définir les orientations de la Mission et de valider le programme d'actions annuelles.

La Conférence Territoriale regroupe autour de l'Etat les collectivités du Val de Loire concernées, elle comprend :

- l'Etat, représenté par le Préfet coordonnateur,
- les Présidents des Conseils régionaux du Centre et des Pays de Loire,
- les Présidents des Conseils généraux du Loiret, du Loir-et-Cher, de l'Indre-et-Loire et du Maine-et-Loire,
- les Maires des villes d'Orléans, Blois, Tours, Chinon et Saumur,
- les Présidents des agglomérations d'Orléans (CAO), de Tours (Tours Plus), d'Angers, de Blois et de Saumur (Saumur Loire Développement),
- le Président du Parc Naturel Régional Loire-Anjou-Touraine,
- quatre représentants de communes du site désignés par les SICALA (Syndicat Intercommunal d'Aménagement de la Loire et de ses Affluents).

Le Directeur du Comité du Patrimoine mondial de l'UNESCO est l'invité permanent de la Conférence Territoriale.

- **Le Comité de Développement est un organe de proposition.**

Il a pour vocation de rassembler l'ensemble des acteurs concernés notamment dans les domaines de l'économie et du tourisme, de l'environnement, du patrimoine, de la culture, de l'éducation et de la recherche.

Il est appelé à exercer, avec le soutien de la Mission Val de Loire, un rôle consultatif auprès de la Conférence Territoriale. Lieu d'expression privilégié des compétences et des savoir-faire, il constitue une force de réflexion et de proposition.

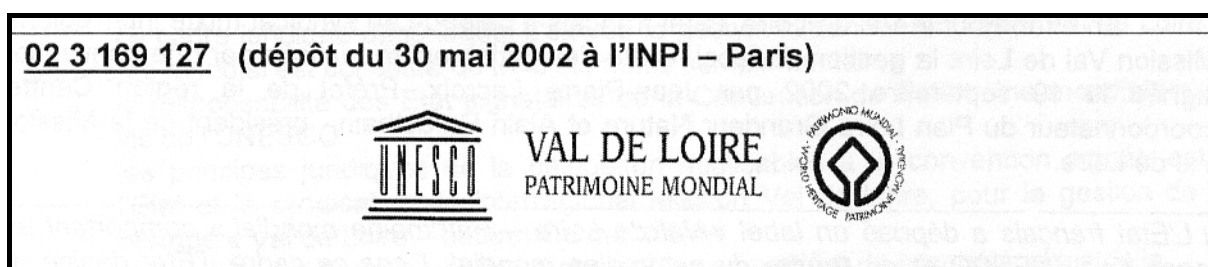
Ce Comité fonctionne dans le cadre de rendez-vous annuels, ainsi que de groupes de travail thématiques créés selon les priorités retenues par la Conférence Territoriale.

- **La Mission Val de Loire est l'organe opérationnel.**

Elle coordonne, anime et participe à la mise en œuvre et au suivi du programme d'actions « **Val de Loire - Patrimoine Mondial** » validé par la Conférence Territoriale. La Mission est portée juridiquement par un Syndicat Mixte Interrégional créé par les Régions Centre et Pays de la Loire, elle n'est ni opérateur, ni maître d'ouvrage.

Le financement du fonctionnement de la Mission est assuré par les deux régions fondatrices du Syndicat Mixte Interrégional (2/3 pour la région Centre, 1/3 pour la région des Pays de la Loire). L'Etat participe au financement d'études et d'actions conduites par la Mission au titre du volet patrimoine du Plan Loire Grandeur Nature.

La Mission assure entre autres, par délégation de l'Etat (convention signée le 19 septembre 2002), la gestion du label<sup>7</sup> (Cf. **figure 9 ci-dessous**). Elle agit pour informer et sensibiliser les acteurs locaux et promouvoir l'image du Val de Loire à l'échelle nationale et internationale. Elle impulse et favorise le développement d'actions innovantes susceptibles de contribuer à la valorisation du Val de Loire.

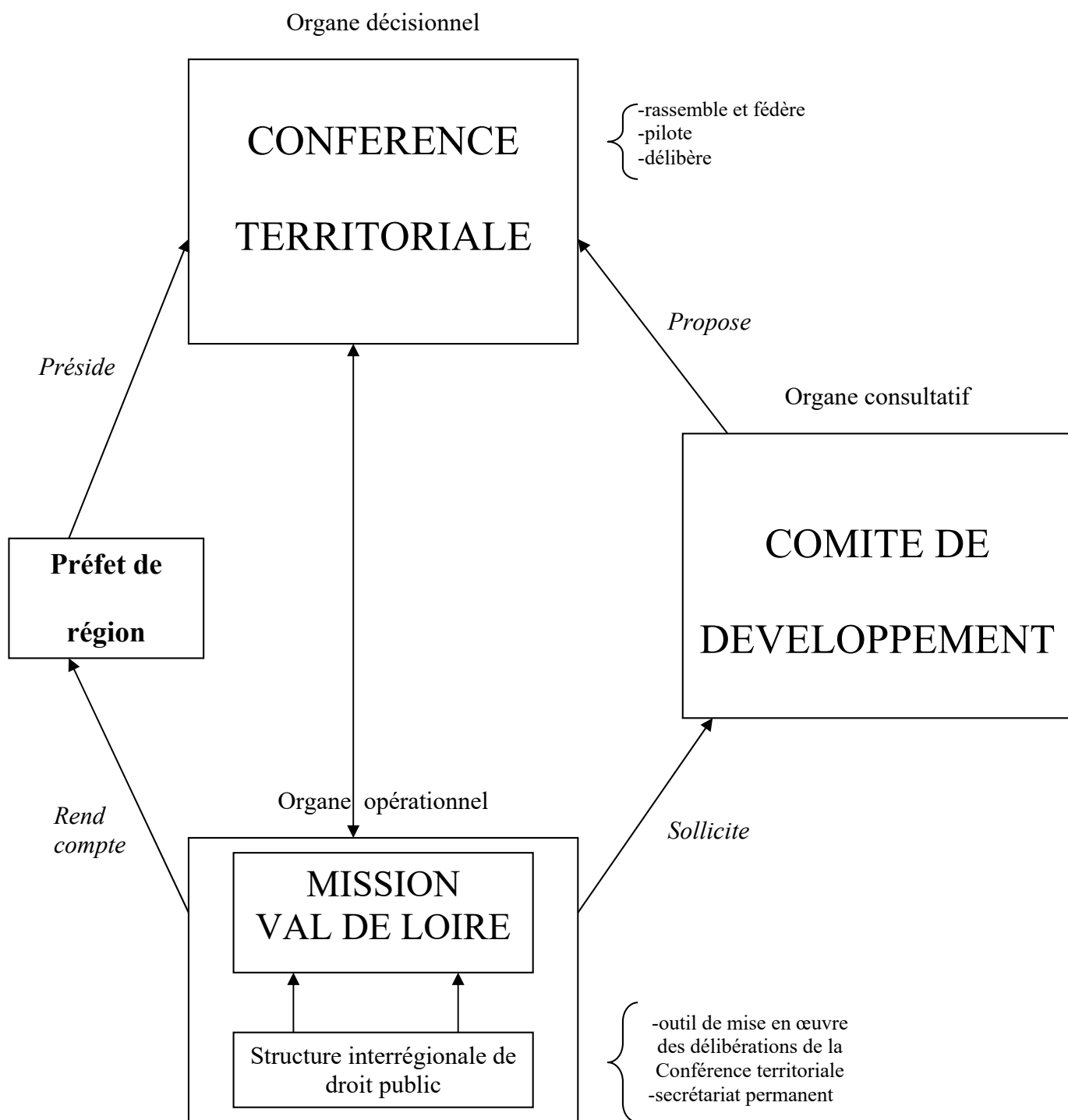


**Figure n° 9 : Label du Val de Loire-Patrimoine Mondial**

---

<sup>7</sup> Le label « Val de Loire-Patrimoine mondial » est déposé en semi figuratif à l'Institut National de la Propriété Industrielle (INPI) sous le numéro national : 02 3 169 127





**Figure n° 8 : Gestion du Val de Loire**  
(d'après la Mission Val de Loire)

## 2) Actions actuellement en cours autour du Canal du Midi

### *a- Le Programme européen TERRA/VEV<sup>8</sup>*

Huit régions d'Europe, se sont regroupées pour valoriser ensemble leur patrimoine de canaux : le Canal des Deux Mers (France), les canaux calédonien et Lowland (Ecosse), le Canal du Centre (Hainaut-Belgique), les canaux Adda, Paderno et Martesana (Lombardie-Italie), et le Canal Göta (Östergötland et Västergötland, Suède).

Le programme européen intitulé TERRA/VEV (Voies d'Eau Vivantes) avait pour but : d'engager une réflexion prospective et partagée sur la valorisation des canaux historiques, et, de donner les moyens pour constituer une base de réflexion commune, afin de garantir la qualité et la cohésion des actions.

Le partenariat entre les régions européennes a pour finalité de :

- capitaliser et échanger des savoir-faire,
- construire un système spécifique d'information,
- créer et maintenir un réseau de surveillance, de suivi et d'évaluation des canaux historiques VEV.

Le Canal du Midi a été choisi pour être le site d'expérimentation de toutes actions dans le programme TERRA/VEV, il servira de « modèle » pour les autres régions européennes.

La phase active du projet du Canal des Deux Mers a débuté le 13 mai 1998, et durera jusqu'à septembre 2000, soit 33 mois. Les deux actions principales ont été en grande partie sous la responsabilité de la région Midi-Pyrénées.

---

<sup>8</sup> « Le programme TERRA constitue un instrument d'aide à la recherche expérimentale en matière d'aménagement du territoire ayant comme but principal, la vérification de l'utilité et la pertinence, du point de vue de leur valeur ajoutée européenne, de la mise en place d'actions concrètes, encadrées dans une vision stratégique du territoire. TERRA vise les zones de l'Union Européenne qui par leur spécificité territoriale sont plus vulnérables. Ce programme cherche notamment à trouver de nouvelles approches et solutions intégrées pour faire face à cette vulnérabilité spécifique. » (d'après programme européen TERRA/VEV Canaux Historiques).

La **Campagne Canal-propre** comprenait deux parties : recherche et développement techniques de stabilisation des berges (étude confiée à l'ONF, Office Nationale des Forêts) et la gestion des plantations, et, une sensibilisation/information des publics (région Midi-Pyrénées).

Une **étude-action** sur les paysages vus du Canal a été conduite par la région Languedoc-Roussillon entre Sète et Toulouse. Cette étude confiée à l'AME (Agence Méditerranéenne de l'Environnement) sur son territoire, nécessite pour que les résultats en soient transposables d'y associer dès l'origine, les maires des communes riveraines de Midi-Pyrénées.

L'étude préalable (ONF pour 160 000 Francs soit 24 400 euros) comprenait donc un état actuel des berges du Canal du Midi qui apparaissaient comme préoccupantes. En effet, des effondrements accompagnés d'élargissement de la voie d'eau pouvant aller de un à deux mètres mettent en danger la pérennité du Canal et ses chemins de halage, ses plantations... les causes de cette érosion sont de trois ordres :

- les vitesses du courant naturel, et la variation du niveau de l'eau ;
- les phénomènes liés à la navigation (batillage et jets d'hélices) ;
- et les terriers de ragondins.

Dans les années 60, les techniques traditionnelles d'entretien s'avéraient inefficaces face à une augmentation de la motorisation, des techniques de génie civil sont alors apparues : palplanches métalliques, pieux, dalles en béton armé. On a donc modifié significativement la voie d'eau, privilégiant la verticalité des pieds de berges.

Actuellement, la diminution du trafic sur le Canal a entraîné une diminution des sollicitations hydrauliques, ce qui est compatibles avec l'emploi du génie végétal : atténuation de l'effet des vagues par dissipation de leur énergie (grâce au développement foliaire...), stabilisation du sol par la création d'un réseau racinaire très dense.

Deux types de sites ont alors été identifiés :

- les sites très dégradés où la stabilisation est urgente
- les sites moins dégradés où l'on va privilégier une action préventive plus que curative.

Deux sites expérimentaux ont été choisi sur le Canal du Midi : le bief de Vic et celui de Castanet. L'expérimentation s'est déroulée de novembre 1999 à septembre 2000 (date de la

fin du programme européen TERRA) et s'est avérée être un succès pour la stabilisation des berges concernées.

Après appel d'offre, les travaux sur ces berges, s'élevant à 194 918,54 Francs soit près de 30 000 euros (Société Ecosystèmes Services), ont été soumis à l'autorisation<sup>9</sup> du Ministère de l'Environnement, car le Canal du Midi, classé à l'UNESCO, et en France au titre de la loi sur les sites. VNF devrait en assurer l'entretien dans le cadre de sa mission courante.

### ***b- Le Contrat de Plan Etat-Région en Midi Pyrénées***

Le Contrat Plan Etat-Région de Midi-Pyrénées 2000-2006 en ce qui concerne le Canal du Midi, se décline en 6 grands axes :

- **Réhabilitation de la voie d'eau et bretelle de Montech sur 2000-2006** ; 39,5 Millions de Francs<sup>10</sup>, soit 6 Millions d'euros, sont attribués à la réhabilitation, 12,5 Millions de Francs, soit près de 2 Millions d'euros, pour la mise en valeur de la voie d'eau et de ses ouvrages pour assurer la continuité de la navigation.
- **Patrimoine exceptionnel sur 2000-2001 puis sur 2004-2006** : la sauvegarde et les travaux sur certains ouvrages classés (monuments et/ou sites) sur le Canal du Midi.
- **Intervention sur les ouvrages d'art sur 2000-2005 et barrage de Saint-Ferréol sur 2001-2004** : 5 Millions de Francs, soit plus de 760 000 euros, pour les ouvrages, 20 Millions de Francs pour Saint-Ferréol (confortement et réhabilitation).
- **Patrimoine paysager** : plan de gestion des plantations début en 2000, étude sur la valorisation du patrimoine paysager sur fin 2003-début 2006.
- **Gestion de l'eau** : gérer l'eau en qualité et en quantité, installations d'instruments de mesures (pour le débit, niveau de côte...) pour 11 Millions de Francs, soit 1,7 Millions d'euros, depuis 2000.

---

<sup>9</sup> Autorisation Ministérielle des travaux en octobre 1999, Commission des Sites.

<sup>10</sup> Ici, on garde les sommes en Francs, pour avoir les montants exacts.

- **Valorisation locales et Centre des Canaux historiques** : pour l'accueil touristique depuis 2001 pour 18 Millions de Francs, soit 2,7 Millions d'euros ; la réalisation du Centre des Canaux historiques pour 8 Millions de Francs, soit 1,2 Millions d'euros, qui doit débiter en 2003.

Cette programmation pluriannuelle révèle tantôt une valorisation tantôt une restauration. Il n'y a pas de nomenclature loi sur l'eau qui s'applique, dans tous les cas, on appliquera la loi du 2 mai 1930 (sites et paysages) ou une autorisation préfectorale ou la loi de 1913 sur monuments historiques pour la réalisation des travaux.

**c- Le tourisme en augmentation sur le Canal du Midi, à améliorer par une meilleure communication**

Les chiffres du tourisme qui sont disponibles sont ceux de la fréquentation aux écluses le long du Canal du Midi (**Cf. Tableau n°1, page 39**). D'après ce tableau, nous constatons que l'inscription du Canal du Midi en 1996 n'a pas eu un très net impact sur l'affluence touristique. Aussi, nous ne pouvons pas savoir si l'inscription a favorisé plus ou moins un type de bateaux étant donnée que les informations ne sont pas disponibles. On peut tout de même mettre en évidence que sur certaines écluses, notamment celles de Saint-Jean (à Carcassonne) et celles de Fonsérannes ont considérablement augmenté leur nombre de bateaux. Une particularité est à prendre en considération : l'explosion importante du nombre de bateaux à passagers, pour les bateaux privés en revanche, la fréquentation a stagné et par endroits diminué.

**Tableau n° 1 : Statistiques de fréquentation aux écluses le long du Canal du Midi**

|                  |                              | Moment de l'inscription  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |       |        |        |        |        |
|------------------|------------------------------|--------------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|-------|--------|--------|--------|--------|
|                  |                              | 1985                     | 1986 | 1987 | 1988 | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998  | 1999   | 2000   | 2001   | 2002   |
| Canal du<br>Midi | ECL OCEAN/ MEDITERRANEE      | 1512                     | 1530 | 1564 | 1664 | 307  | 166  | 1512 | 1824 | 1906 | 1954 | 2081 | 2070 | 2395 | 2 023 | 2 587  | 2 628  | 2 501  | 2 423  |
|                  | ECL SAINT-JEAN (Carcassonne) | 5454                     | 4881 | 5176 | 4869 | 208  | 21   | 4111 | 4592 | 4872 | 4995 | 5010 | 4171 | 5721 | 5 940 | 6 705  | 6 569  | 7 602  | 7 066  |
|                  | ECL ARGENS                   | 7419                     | 8420 | 7720 | 8076 | 7607 | 6888 | 7137 | 6940 | 7196 | 8598 | 8148 | 8328 | 9174 | 9 830 | 11 116 | 10 923 | 11 099 | 10 596 |
|                  | ECL FONSERANNES              | 7753                     | 9068 | 8472 | 7771 | 8390 | 7901 | 7232 | 6921 | 6717 | 6511 | 7465 | 7291 | 7893 | 8 279 | 8 873  | 9 479  | 9 857  | 9 559  |
|                  | ECL AGDE BASSIN ROND         | 6809                     | 7543 | 7309 | 7702 | 3444 | 7295 | 6528 | 5955 | 5677 | 6044 | 6158 | 5885 | 5917 | 6 905 | 7 911  | 8 115  | 8 157  | 7 909  |
| C. de la Robine  | ECL CESSE                    | 3389                     | 3788 | 3969 | 3556 | 2545 | 4238 | 3426 | 3442 | 3472 | 2911 | 3782 | 3880 | 4068 | 4 624 | 5 127  | 4 834  | 4 009  | 3 791  |
|                  |                              |                          |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |       |        |        |        |        |
| dont             | Bateaux à passagers          |                          |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |       |        |        |        |        |
|                  | ECL OCEAN/ MEDITERRANEE      |                          |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      | 21   | 167   | 145    | 122    | 42     |        |
|                  | ECL SAINT-JEAN (Carcassonne) |                          |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      | 68   | 84    | 79     | 477    | 379    |        |
|                  | ECL ARGENS                   |                          |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      | 237  | 229   | 223    | 224    | 219    |        |
|                  | ECL FONSERANNES              | ELEMENTS NON DISPONIBLES |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      | 797  | 729   | 827    | 975    | 1015   |        |
|                  | ECL AGDE BASSIN ROND         |                          |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      | 569  | 598   | 596    | 704    | 704    |        |
|                  | ECL CESSE                    |                          |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      | 100  | 75    | 88     | 68     | 87     |        |
|                  | Bateaux de location          |                          |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |       |        |        |        |        |
|                  | ECL OCEAN/ MEDITERRANEE      |                          |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      | 1369 | 1665  | 1710   | 1554   | 1575   |        |
|                  | ECL SAINT-JEAN (Carcassonne) |                          |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      | 5126 | 5796  | 5636   | 6177   | 5762   |        |
|                  | ECL ARGENS                   |                          |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      | 8700 | 9841  | 9666   | 9747   | 9723   |        |
|                  | ECL FONSERANNES              | ELEMENTS NON DISPONIBLES |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      | 6542 | 7179  | 7582   | 7771   | 7646   |        |
|                  | ECL AGDE BASSIN ROND         |                          |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      | 4209 | 4804  | 4739   | 4995   | 5128   |        |
|                  | ECL CESSE                    |                          |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      | 4130 | 4467  | 4212   | 3317   | 3098   |        |
|                  | Bateaux privés               |                          |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |       |        |        |        |        |
|                  | ECL OCEAN/ MEDITERRANEE      |                          |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      | 633  | 755   | 773    | 825    | 806    |        |
|                  | ECL SAINT-JEAN (Carcassonne) |                          |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      | 746  | 825   | 854    | 948    | 925    |        |
|                  | ECL ARGENS                   |                          |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      | 893  | 1046  | 1034   | 1128   | 654    |        |
|                  | ECL FONSERANNES              | ELEMENTS NON DISPONIBLES |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      | 940  | 965   | 1070   | 1111   | 898    |        |
|                  | ECL AGDE BASSIN ROND         |                          |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      | 2127 | 2509  | 2780   | 2458   | 2077   |        |
|                  | ECL CESSE                    |                          |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      | 394  | 585   | 534    | 624    | 575    |        |

L'inscription a donc favorisé le tourisme sans pour autant qu'il y ait une augmentation nette. Néanmoins, l'inscription n'est pas étrangère à cette affluence et notamment celle de touristes étrangers. En effet, différentes typologies de clientèles apparaissent : (d'après le Schéma de développement)

- **la clientèle française** : reste beaucoup sur leurs bateaux, et ne prolongent pas leur séjour après la croisière et fréquentent le moins les restaurants, les musées... ;
- **la clientèle allemande** : les allemands prolongent généralement leur séjour dans un des départements voisins ;
- **la clientèle britannique** : le Canal est choisi pour la qualité de ses vins et la notoriété gastronomique ;
- **la clientèle danoise** : prolongation du séjour grâce au vélo. Ces clients ayant un fort pouvoir d'achat dépensent dans les restaurants, les visites guidées... ;
- **la clientèle suisse** : les suisses se rendent sur le Canal pour en découvrir un patrimoine important, le climat y est un élément déterminant pour leur choix ;
- **la clientèle néerlandaise** : ils sont sportifs et aiment pratiquer la randonnée pédestre, à vélo, les visites culturelles...

La clientèle du Canal est donc majoritairement européenne, jeune (moins de 45 ans). Ces clientèles sont attirées par le climat et souhaitent découvrir le Midi d'un façon originale : la navigation dans la partie Canal du Midi constitue souvent une première expérience.

Des animations se font autour de sites de notoriété régionale, mais non sur le thème du Canal proprement dit. Ainsi, différents festivals de jazz, latino se déroulent durant les mois d'été.

Actuellement, la communication sur le Canal du Midi est très institutionnelle. L'inscription UNESCO a renforcé la notoriété du Canal du Midi sans pour autant développer celle de l'ensemble du Canal des Deux Mers. Pourtant il faut avoir une vision globale de gestion pour ce site. Pour illustrer cette « non-communication », chaque région, départements ou communes éditent ses propres documents d'informations, mais il n'existe pas de documents qui traitent du canal dans sa globalité. Il en est de même entre les départements et les régions qui traitent de façon indépendante la thématique du tourisme fluvial.

Par exemple, les utilisateurs sont peu informés :

- sur les horaires d'ouverture des écluses et du temps à parcourir entre chacune d'entre elles ;
- les randonnées réalisables (à vélo ou pédestres) ;
- les visites proposées dans les environs du Canal ;
- les services disponibles dans les haltes nautiques.

Pour l'utilisateur, l'organisation semble donc confuse. Les différents partenaires ont des missions diverses, qui ne semblent pas toujours s'articuler entre elles : la piste cyclable le long du canal du Midi s'arrête aux frontières du département de Midi-Pyrénées avec l'Aude. Cette dernière, étant plus tournée vers les problématiques de ses régions côtières, la randonnée à vélo est coupée obligatoirement à l'entrée de ce département.

Or, d'après une des préconisations du Livre Blanc, « les berges du Canal paraissent très appropriées à des itinéraires cyclables, pédestres et équestres ». c'est pourquoi, l'entente entre tous les acteurs doit être pratiquement parfaite pour assurer la pérennité des actions entreprises.

**d- Le Schéma de Développement : un document de référence pour l'avenir du Canal du Midi (Cf. Annexe 4)**

La réflexion relative au Schéma de développement du Canal des Deux Mers a été engagée par VNF pour répondre à une demande de l'ensemble des partenaires, exprimée lors des Assises tenues en juin 1996 à Revel. La Commission Territoriale d'Entre Deux Mers a été sollicitée pour présider le Comité de pilotage (**Cf. figure n°10 p 43**).

Ce Schéma de Développement est un document de synthèse devant présenter toutes les caractéristiques passées et actuelles du Canal du Midi pour le gestionnaire.

Il répond à différentes attentes :

- contribuer à préciser les grands objectifs à moyen et long termes dans une cohérence d'ensemble ;
- disposer d'un document de référence (projet commun de mise en valeur et de protection dans une approche de développement durable ;
- favoriser et organiser le développement local ;



- tendre vers une meilleure qualité des projets en tenant compte de divers aspects (économiques, juridiques, culturels, esthétiques, patrimoniaux et environnementaux ;
- parvenir à une meilleure répartition dans l'espace et dans le temps, des projets ou des interventions sur le domaine public fluvial et sur ses abords.

Pour ce faire, l'étude a débuté en juin 2001 pour une durée de 12 mois, se répartissant selon trois thématiques :

- **infrastructure, aménagement, équipement** (domaines étudiés par SEBA Ingénierie) ;
- **environnement et paysage** (étudiés par l'ONF) ;
- **patrimoine, culture, tourisme** (étudiés par SETEL) ;

ces trois secteurs étant coordonnés par AMENIS, le bureau d'étude qui a rendu le dossier final.

L'étude s'est déroulée en deux phases :

- la réalisation d'un état des lieux et l'élaboration d'un diagnostic ;
- des propositions d'orientations et la définition d'objectifs à moyen (2006) et long (2015-2020) termes avec une hiérarchisation des priorités.

L'élaboration de ce document a permis de mettre en évidence les **différents problèmes** du Canal du Midi. Nous les avons déjà en grande partie évoqués précédemment, pour synthèse, ce sont : une infrastructure préoccupante, érosion des berges et envasement, incidence marquée sur l'environnement, gestion de l'eau difficile (navigation/agriculture), pas de cohérence dans le développement touristique, représentation du Canal et de son environnement patrimonial et culturel trop hétérogène, une communication institutionnelle sans perspective d'ensemble.

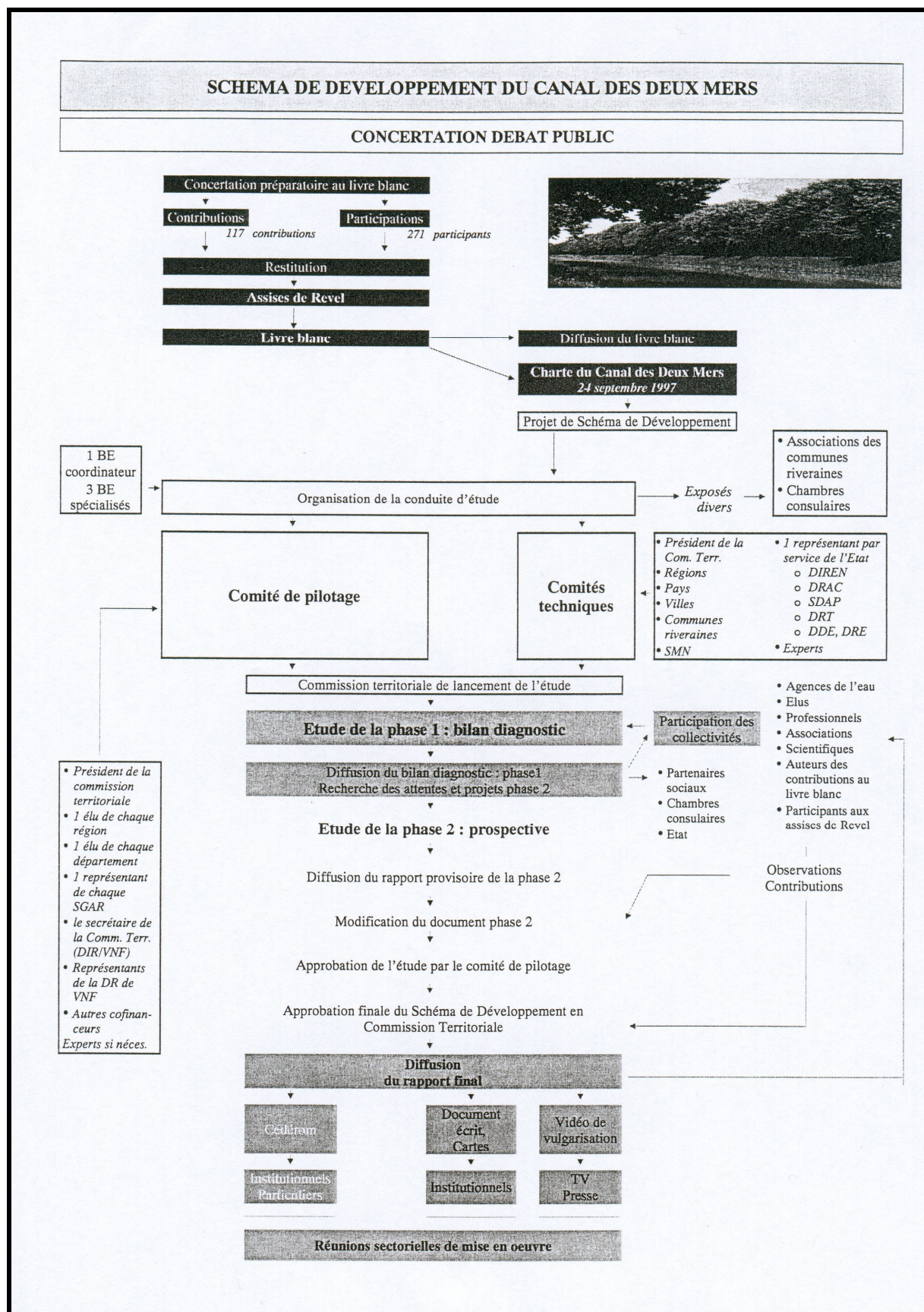


Figure n° 10 : Présentation du Schéma de Développement

Les **grandes orientations** du Schéma tentent de répondre à ces préoccupations : faire du Canal un centre d'interprétation vivant, proposer une communication cohérente pour l'ensemble des acteurs touristiques, fédérer les différents acteurs publics et privés pour la protection et le développement de l'ensemble du Canal, homogénéiser l'offre et mieux la définir.

Plusieurs solutions ou remèdes sont envisagés, mais l'un d'entre eux se démarque, à savoir la **mobilisation concertée** autour d'un **même objectif** : gérer au mieux le site inscrit au patrimoine mondial tout en conciliant l'entente de tous les partenaires.

### **3) Actions actuellement en cours autour du Val de Loire (d'après la Charte d'Engagement)**

L'UNESCO n'impose pas de contrainte dans la façon de gérer un site inscrit. Pour avoir une gestion intégrée du territoire, les collectivités publiques concernées autour du Val de Loire ont signé une charte d'engagement le 25 novembre 2002 à Orléans afin de travailler dans de meilleures conditions.

Le cadre et la portée de l'inscription sont rappelés dans la Charte d'engagement Val de Loire-Patrimoine Mondial. Cette dernière précise le dispositif de gestion et de valorisation mis en place et énonce un certain nombre d'engagements de principe conformément aux principes de la Convention pour la protection du Patrimoine Mondial de l'UNESCO.

Ces engagements tendent vers un objectif commun : **mettre en œuvre un Projet territorial de valorisation durable, à l'échelle du site, dans une perspective internationale d'échanges économiques, culturels et scientifiques.**

Les collectivités publiques signataires de la Charte s'engagent à :

- **contribuer**, dans le cadre de leurs compétences et de leurs missions, à la valorisation du site Val de Loire – Patrimoine Mondial de l'UNESCO dans le respect de l'intégrité de ses paysages culturels vivants ;
- **utiliser** avec le concours de la Mission Val de Loire, le label UNESCO selon des modalités d'un **renforcer** l'attractivité du Val de Loire – Patrimoine Mondial par une exigence de qualité dans leurs interventions en matière de préservation du

patrimoine paysager, naturel et bâti, de développement économique et social du territoire et d'accueil résidentiel et touristique ;

- cahier des charges validé par la Conférence Territoriale ;
- **se concerter** avec les différents partenaires institutionnels, privés et publics du site pour instaurer un échange permanent d'informations sur leurs initiatives respectives en matière de valorisation du paysage culturel ligérien ;
- **participer** à des actions de coopération avec les collectivités territoriales des sites inscrits au Patrimoine Mondial de l'UNESCO, notamment le long des grands fleuves mondiaux ;
- **développer** des programmes d'actions, concertés et concrets, de mise en valeur conformes aux principes de l'inscription du Val de Loire sur la liste du Patrimoine Mondial de l'UNESCO.

La préservation et la conservation du Patrimoine naturel et bâti le long de la Loire sont étroitement liées à l'existence de mesures de protection contre les inondations. Le Plan Loire Grandeur Nature constitue un cadre politique et financier essentiel pour la réalisation de ces engagements, notamment au titre de la valorisation du patrimoine.

#### ***a- Une nouvelle convivialité avec la Loire***

La Mission Val de Loire mène des actions scientifiques, s'associe à des colloques scientifiques pour mettre en œuvre une « **dynamique impulsée** » (d'après la Mission Val de Loire) du périmètre inscrit sur la liste du patrimoine mondial.

**Un projet d'institut international de gestion et de valorisation du Patrimoine** est en cours d'élaboration, la première phase, l'étude de faisabilité, est achevée, la deuxième phase sera rendue en juin 2003.

La Mission est partenaire dans l'organisation **d'universités d'été**, la prochaine aura lieu du 13 au 18 octobre 2003 sur le thème « Habiter le patrimoine, sens, vécu, imaginaire ». le budget attribué à cette manifestation est de 138 000 euros.

**Trois colloques scientifiques** sont à venir dans les prochains mois : « Le fleuve et ses territoires » organisé par les agences d'urbanisme, CAUE et SDAP du Val de Loire prévu le 26 septembre à Orléans, « Fleuves et navigation de loisirs, rencontres européennes en Val de Loire », organisé avec la ville d'Orléans prévu les 24 et 25 septembre 2003, « Paysage de la vigne et du vin » à Fontevraud organisé par Interloire prévu du 2 au 4 juillet 2003.

La Mission collabore à la réalisation **d'études portant sur la connaissance patrimoniale**. Deux études vont être lancées : une étude sur les ports de Loire, en partenariat avec l'Etablissement Public Loire (le budget prévu est de 32 500 euros, dont près de 60% de l'Etat, pour la première phase de recueil de données sur 25 sites prioritaires), un inventaire des parcs et jardins remarquables (le budget est de 15 840 euros dont 80% de l'Etat).

La Mission apporte aussi son soutien dans quatre projets territoire : le projet d'agglomération d'Orléans, celui des pays des Châteaux de Chambord, la charte de développement durable dans l'Indre et Loire (37) et la restauration de la levée d'Anjou (49).

À cause d'impératifs de dates, il n'y a pas de véritable programme lié à l'inscription comme par exemple, un plan d'actions autour du Val de Loire compris dans un Contrat de Plan Etat-Région (CPER). L'actuel CPER de 2000 à 2006 était déjà commencé après l'inscription. Mais, dans l'avenir, ce genre d'aide financière sera sollicitée pour des apports de subventions (notamment pour la création de l'Institut).

Les acteurs concernés par l'inscription du Val de Loire se veulent tournés vers le futur. En effet, des constructions récentes se font dans le territoire inscrit, le pont de l'Europe à Orléans (construit au moment de l'inscription) en est un parfait exemple.

On aurait pu croire à une vision passéiste pour l'aménagement de ce fleuve, mais bien qu'il soit inscrit, il n'a cessé d'évoluer avec (ou sans) l'intervention humaine de toutes les époques traversées. Ainsi, les constructions sont autorisées dans le périmètre du Val de Loire, répondant bien entendu aux différentes législations françaises (pouvant être plus sévères dans certains cas, comme par exemple dans les Plans de Prévention des Risques qui amèneront à plus de vigilance pour la sécurité des biens et des personnes), et sont actuellement très sollicitées pour accroître l'image de marque d'une entreprise. A Orléans, l'implantation dans le site inscrit d'entreprises japonaises liées à la pharmacie, aux savons et aux parfums a été demandé expressément pour avoir une bonne image.

### ***b- Le tourisme durable, un avenir de la Loire***

Le tourisme durable, notion nouvelle en France, doit être un moyen de concilier le développement économique et la protection de l'environnement naturel et humain afin d'assurer une activité pérenne sur un territoire en préservant son patrimoine naturel et culturel.

À côté du patrimoine historique des Châteaux, le Val de Loire dispose d'un patrimoine touristique varié trop longtemps occulté par ceux-ci : paysages du fleuve, milieu naturel (faune et flore) des parcs et réserves, patrimoine vernaculaire de la viticulture et de la marine de Loire, auberges et accueil chez l'habitant.

Cette politique s'articulera autour des « Maisons de Loire » dont la vocation est l'information du public, et en particulier la formation des jeunes, sur les divers aspects du milieu ligérien.

Des activités de randonnée par tous les modes de transport et sur des itinéraires adaptés permettront une découverte fine et originale des paysages du site, et au-delà. Par exemple, le projet « **La Loire à vélo** » permettra de sillonner la vallée de la Loire et la « **Route du saumon** » proposera un itinéraire suivant les différentes étapes de sa migration jusqu'en haute Loire.

Des circuits thématiques (sur les écrivains, les vins, la marine de Loire) permettront une approche transversale des éléments touristiques du site.

Ces quelques exemples de « **tourisme durable** » déjà engagés dans le site du Val de Loire présentent tous le point commun de favoriser plutôt un tourisme respectueux des espaces, un tourisme de séjour, plus propice à une découverte fine des éléments diffus qui forment l'essence d'un paysage culturel.

Pour l'instant, on peut noter que les **manifestations ligériennes** ne font que débiter autour de ce patrimoine tout juste redécouvert.

Chaque événement impose deux questions : les caractéristiques de la manifestation (payant ou gratuit, diurne ou nocturne, intérieur ou extérieur) et son contenu (valorisation du patrimoine ligérien, spectacles et arts plastiques, concerts).

Il a été possible d'obtenir des chiffres ou des estimations de fréquentation pour 65 manifestations sur 85 effectuées en 2002 sur le thème Val de Loire-Patrimoine Mondial. Ces 65 événements ont attirés un public cumulé de 738 980 « entrées » (à nuancer car c'est la somme des entrées, des estimations d'entrées). (pour exemple, c'est un chiffre comparable à



la fréquentation de Chambord : 767 000). Au sein de cette masse, six grands événements sont présentés en tant qu'événements sur le thème Val de Loire-Patrimoine Mondial (Jour de Loire<sup>11</sup>, la Fête du vélo, Au nom de la Loire, le Festival des Jardins, Les Imaginaires d'Azay-le-Rideau et Les Métamorphoses de Chambord) à eux seuls représentent 51%, soit 378 000 « entrées » (chiffre comparable à Fontainebleau : 337 000). Une première remarque reviendrait donc à dire que 50% du public est attiré par 10% des propositions. La notoriété est donc à renforcer pour une saison ne s'effectuant, qu'entre mai et septembre pour la plupart des manifestations. Aucune proposition ou quasiment en dehors de ces quelques mois. Il faut donc allonger en étayant de nouveaux thèmes couplées à de nouvelles initiatives.

La mise en place prévue début octobre 2003 d'un groupe de travail inter-collectivités aura pour but de réfléchir et de faire des propositions en vue de la saison ligérienne 2004.

L'inscription doit être utilisée comme un faire-valoir, un développement harmonieux et respectueux du fleuve par un engagement moral de qualité.

---

<sup>11</sup> Jour de Loire est le seul événement créé à la suite de l'inscription

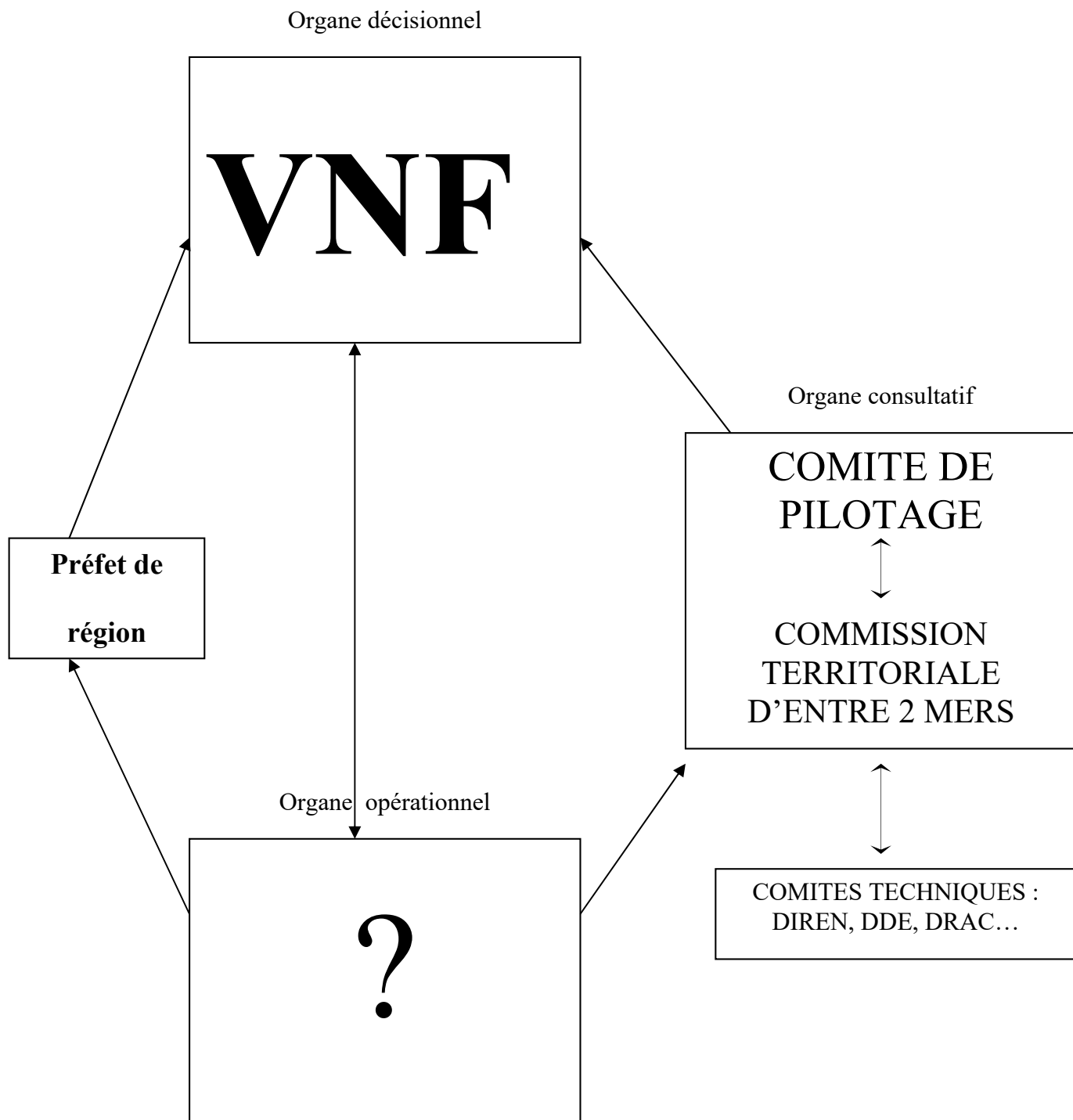
### ***Conclusion partielle :***

Au regard de ces deux types de gestion, nous observons de très grandes disparités.

Ainsi, le Val de Loire a atteint son objectif, dans un laps de temps assez court comparé au Canal du Midi, pour la valorisation du site par la création d'un dispositif original de gestion. La concrétisation de ces démarches de valorisation du patrimoine par la mise en place d'un label, de manifestations axées sur le fleuve lui-même, le projet d'Institut International de gestion et de valorisation, aboutissent à une meilleure reconnaissance par le plus grand nombre. Cette démarche a sans aucun doute été propulsée par l'existence du Plan Loire Grandeur Nature, mais ce sont l'investissement des locaux qui ont rendu possible une telle gestion et un si grand engouement pour un fleuve resté encore assez sauvage constituant tout de même un anthroposystème complexe.

Pour le Canal du Midi, le constat est tout autre. En effet, les acteurs n'ont pas été –ou très peu- impliqués dès le départ en amont de la proposition d'inscription au patrimoine mondial de l'UNESCO. Cela explique la plus ou moins grande conviction des acteurs dans les projets autour du Canal. Pourtant, le gestionnaire exclusif VNF, en restructuration fonctionnelle, n'entreprend pas de grands travaux afin de garantir la pérennité de l'ouvrage. C'est pourquoi la situation du Canal est préoccupante et des associations telles la Commission Territoriale d'Entre Deux Mers veulent protéger ce site en le restaurant tout d'abord. l'existence d'une gestion coordonnée comme le Val de Loire. À l'heure actuelle, la gestion du site du Canal semble manquer d'un organe exécutif en comparant avec le Val (**Cf. figure n° 11, page 50**), on pourrait donc proposer un type de gestion se rapprochant de celui du Val de Loire, avec la désignation d'un exécuteur.





**Figure n° 11 : Gestion actuelle du Canal du Midi (comparée au Val de Loire)** (d'après ROCH C.)

## CONCLUSION

La valorisation d'un site inscrit au Patrimoine Mondial de l'UNESCO s'avère difficile s'il n'existe pas préalablement un « historique de gestion ».

D'autant que le cahier des charges suite à l'inscription impose des contraintes. La différence impliquée par les critères de comparaison entre le Canal du Midi et le Val de Loire soulèvent des problèmes et des propositions peuvent être formulées pour y remédier.

La date de leur inscription en tant que paysage culturel ne paraît pas avoir d'influence sur l'avancement des projets. En effet, le Canal, inscrit en 1996, a autant voire moins de projets de réalisation concrètes que le Val de Loire, inscrit en 2000.

Les attentes liées à l'inscription de ces deux sites se rejoignent sur un même objectif, à savoir le développement touristique afin de redynamiser les régions traversées. Les moyens mis en œuvre par les gestionnaires sont très différents. Cette différence s'explique dans le dispositif de fonctionnement.

L'implication des acteurs est donc prépondérant à la demande d'inscription en tant que telle.

C'est pourquoi, l'inscription du **Val de Loire** qui, dès le début, a impliqué plus d'acteurs autour de ce projet, reposant sur une très forte volonté d'appartenance à la Loire, a pu être concrétisée par des personnes qualifiées de gestionnaires. Des réalisations sont toujours en instance, mais d'autres ont été réalisées avec succès.

Concernant le **Canal du Midi**, l'implication est différente, et n'a pas été motivée par les mêmes desseins. Un manque de coordination et surtout de moyens financiers, non négligeables, sont évidents pour ce site. VNF, le gestionnaire exclusif, n'a pas intégré l'ensemble des paramètres, tels que les acteurs locaux, les collectivités, comme l'a fait le Val de Loire. Aujourd'hui, on le ressent dans la réalisation des projets et dans la structure de gestion. Un élément essentiel fait défaut : un organe exécutif des décisions prises par VNF. La coordination entre les acteurs est dans ce cas à repenser peut-être en s'inspirant du Val de Loire.

Les propositions envisagées concernant le Val de Loire pour accroître encore son affluence touristique tout en maintenant la dynamique de fonctionnement en place sont : une meilleure information sur le dispositif de manifestations propres à la Loire et à son environnement ainsi qu'une répartition plus homogène de ces manifestations dans le temps.

Le label UNESCO en tant que valeur ajoutée, doit être utilisé à bon escient en favorisant ce qu'il représente.

Concernant le Canal du Midi, la création d'un label permettrait une reconnaissance afin de développer l'information autour du Canal. Par ailleurs, la gestion doit être envisagée de façon plus structurée : entre VNF, un organe exécutif créé et un organe consultatif, par exemple la Commission Territoriale d'Entre Deux Mers. Un type de gestion comme un contrat de rivière (une des préconisations du Livre Blanc) peut être envisagée. Un Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) pourrait lui succéder tout en intégrant la complexité, le caractère artificiel et vaste du Canal du Midi<sup>12</sup>.

De façon générale, la comparaison Canal du Midi - Val de Loire vient sans doute trop tôt dans le temps, mais fait ressortir de nombreux aspects positifs. L'information semble un atout majeur dans le type de gestion existant, elle doit être accentuée et se dynamiser autour d'un même postulat : l'implication des gestionnaires et la mobilisation du plus grand nombre<sup>13</sup>.

---

<sup>12</sup> D'ici 30 ans, le Canal du Midi peut devenir une route à cause de son envasement, c'est pourquoi l'urgence de sa restauration doit être au centre de toutes les préoccupations (Il en a déjà été question pour l'agrandissement de la rocade toulousaine au XX<sup>ème</sup> siècle).

Maintenant même des chantiers d'envergure comme l'extension du métro toulousain se préoccupent de l'inscription : « le canal après une mise à sec pour les travaux, sera remis en eau. L'ouvrage étant classé, les berges seront réaménagées avec un soin particulier » (Mairie de Toulouse, 2002).

<sup>13</sup> Pourquoi pas des cours en IMACOF, ou dans les écoles toulousaines pour sensibiliser un maximum de personnes !

# BIBLIOGRAPHIE

## Ouvrages consultés

ADGE M., mémoire de maîtrise d'Histoire, Université de Montpellier, 1983, Les ouvrages d'art du Canal du Midi (1667-1857), 328 p.

AMENIS, bureau d'étude, 2002, Schéma de Développement du Canal des 2 Mers, 3 volets, 179 p.

ANTIGNY C., projet personnel de Maîtrise, Université François Rabelais de Tours, 2002, Démarche d'inscription du Val de Loire au Patrimoine Mondial de l'UNESCO, 31 p.

BESSIN S., projet personnel de Maîtrise, Université François Rabelais de Tours, 2002, Le Canal de Berry : le point sur les projets le concernant, tome 1, 55 p.

CAUE 31, 1992, Canal Royal du Languedoc : le partage des eaux, édition Loubatières, 239 p.

FELIX A. ET DESTREM L., 1996, Le Canal du Midi et le Canal latéral à la Garonne, édition Du Chêne, 135 p.

HUYGUES DESPOINTES F., mémoire de recherche, DEA Villes et Territoires, 2002, Attentes et effets de l'inscription du Val de Loire sur la liste du patrimoine mondial, 189 p.

OFFICE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES DES COMMUNAUTES EUROPEENNES, mars 2000, Terra, un laboratoire expérimental en aménagement du territoire, 101p.

ONF, avril à juillet 1999, Dossier de demande d'autorisation de travaux : expérimentation de défense des berges. Projet expérimental de stabilisation des berges.

REGION LANGUEDOC-ROUSSILLON / AME, 1999, Étude pour la gestion des paysages autour du Canal du Midi, 2 tomes.

SOGELERG, SOGREAH, 20 et 21 juin 1996, Assises du Canal des 2 Mers, pré-Livre Blanc, 47 p.

SOGELERG, SOGREAH, 1996, Le Livre Blanc du Canal des 2 Mers, 47 pages.

SOGELERG, SOGREAH, SIAT, septembre 1990, Le devenir des Canaux du Midi : Rapport d'étude, 150 p.

V.N.F., 1996, Proposition d'inscription du Canal du Midi au Patrimoine Mondial, 58 p.

V.N.F., 1997, Le Canal des Deux mers : le Canal du Midi, le Canal Latéral, non paginé.

## **Documents officiels et informatifs**

MISSION VAL DE LOIRE PATRIMOINE MONDIAL, *avril 2001*, Tout savoir sur l'inscription, ses atouts, ses conséquences, bien répondre aux questions que vous vous posez, 23 p.

LES NOUVELLES, 2002, Spécial Val de Loire-Patrimoine Mondial, 7 p.

Charte d'engagement, 25 novembre 2002, 6 p.

Mission Val de Loire-Patrimoine Mondial, *note au Comité syndical du 3 décembre 2002*, Bilan d'activités 2002, 6 p.

## **Sites Internet consultés, pour la rédaction de ce rapport ainsi que pour informations complémentaires :**

[www.canal-du-midi.org/](http://www.canal-du-midi.org/)

[www.unesco.org/whc/770.htm](http://www.unesco.org/whc/770.htm)

[www.lecanaldumidi.com/](http://www.lecanaldumidi.com/)

[www.canalmidi.com/](http://www.canalmidi.com/)

[www.apgi.net/canal/](http://www.apgi.net/canal/)

[www.mylinea.com/lecanaldumidi/](http://www.mylinea.com/lecanaldumidi/)

[www.loire-france.com/unesco/](http://www.loire-france.com/unesco/)

[www.coeur-de-france.com/loire-unesco.html](http://www.coeur-de-france.com/loire-unesco.html)

[www.lanouvellerepublique.fr/dossiers/loire/index.php](http://www.lanouvellerepublique.fr/dossiers/loire/index.php)

[www.parc-loire-anjou-touraine.fr/unesco.pdf](http://www.parc-loire-anjou-touraine.fr/unesco.pdf)

[www.parc-loire-anjou-touraine.fr/unesco.htm](http://www.parc-loire-anjou-touraine.fr/unesco.htm)

# TABLE DES MATIERES

|   |        |
|---|--------|
| SOMMAIRE  | 1      |
| RESUME  | 2      |
| ABSTRACT  | 2      |
| LISTE DES FIGURES ET TABLEAUX   | 3      |
| LISTE DES ABREVIATIONS  | 4      |
| INTRODUCTION  | 5      |
| <br><b><u>I. HISTORIQUE DU CANAL DU MIDI ET DU VAL DE LOIRE, DES PATRIMOINES JUSTIFIANTS UNE INSCRIPTION UNESCO ?</u></b>   | <br>6  |
| 1) <b><u>Le Canal du Midi : une prouesse technique mais aussi une œuvre d’art conçue par Pierre Paul Riquet en 1667</u></b> | 7      |
| 2) <b><u>Le Val de Loire : un paysage culturel exceptionnel (villes historiques, monuments nationaux, châteaux...)</u></b>  | 10     |
| 3) <b><u>Critères et justification d’inscription</u></b>  | 13     |
| <i>a- Le Canal du Midi</i>  | 13     |
| <i>b- Le Val de Loire</i>   | 15     |
| <br><b><u>II. ATTENTES ET ROLES DES ACTEURS DANS L’INSCRIPTION</u></b>  | <br>19 |
| 1) <b><u>Acteurs impliqués dans cette inscription</u></b>   | 20     |
| <i>a- Pour le Canal du Midi</i>   | 20     |
| <i>b- Pour le Val de Loire</i>  | 21     |
| 2) <b><u>Différentes attentes pour deux sites comparables</u></b>   | 22     |
| <i>a- Pour le Canal du Midi</i>   | 22     |
| <i>b- Pour le Val de Loire</i>  | 24     |
|   | 55     |

|   |        |
|---|--------|
| <b><u>III. CAPACITE DIFFERENTE D'APPROPRIATION<br/>DU PATRIMOINE SUR CES DEUX SITES</u></b>                         | 28     |
| <b>1) <u>Structures différentes pour deux sites différents</u></b>  | 29     |
| <i>a- Pour le Canal du Midi, une gestion superposée<br/>        voire fragmentée</i>                                | 29     |
| <i>b- Pour le Val de Loire, un dispositif de gestion et de valorisation</i>   | 32     |
| <b>Gestion tripartite :</b>   |        |
| - Conférence territoriale (organisme décisionnel)   | 32     |
| - Comité de Développement (organisme consultatif avec<br>l'ensemble des acteurs concernés)                          | 32     |
| - Mission Val de Loire (organisme exécutif)   | 33     |
| <b>2) <u>Projets sur le Canal du Midi</u></b>   | 35     |
| <i>a- Le Programme européen TERRA/VEV</i>   | 35     |
| <i>b- Le Contrat de Plan Etat-Région en Midi-Pyrénées</i>   | 37     |
| <i>c- Le Tourisme en augmentation sur le Canal du Midi,<br/>        à améliorer par une meilleure communication</i> | 38     |
| <i>d- Le Schéma de Développement : un document de référence<br/>        pour l'avenir du Canal du Midi</i>          | 41     |
| <b>3) <u>Actions actuellement en cours autour du Val de Loire</u></b>   | 44     |
| <i>a- Nouvelle convivialité avec la Loire</i>   | 45     |
| <i>b- Le tourisme durable, avenir de la Loire</i>   | 47     |
| <br><b>CONCLUSION</b>   | <br>51 |
| <b>BIBLIOGRAPHIE</b>  | 53     |
| <b>TABLE DES MATIERES</b>   | 55     |
| <b>SOMMAIRE DES ANNEXES</b>   | 57     |

# SOMMAIRE DES ANNEXES

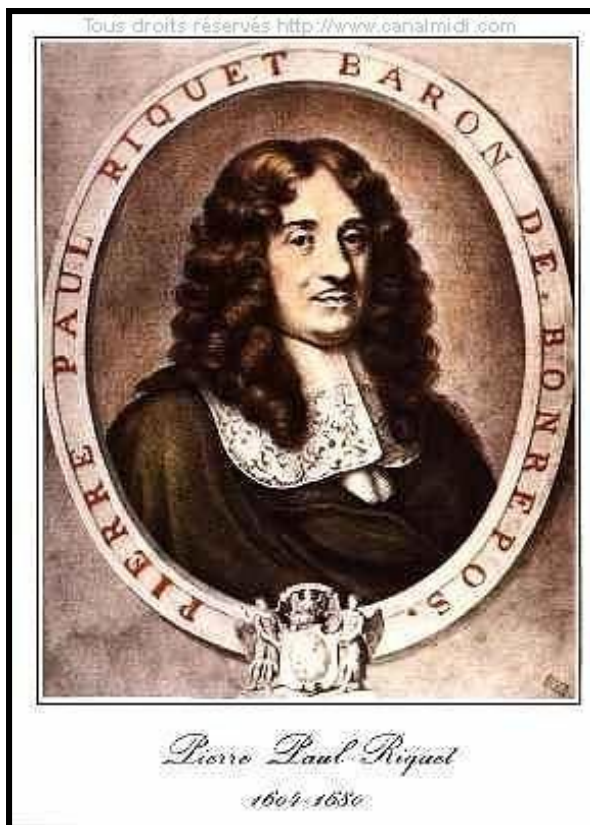
|  |    |
|--|----|
| <b>Annexe 1</b> : Biographie de Pierre Paul de Riquet                                  | 58 |
| <b>Annexe 2</b> : Système d'alimentation de la Montagne Noire                          | 61 |
| <b>Annexe 3</b> : Différents bateaux ayant navigués sur le Canal du Midi               | 64 |
| <b>Annexe 4</b> : Article de la Dépêche du Midi « Le Canal du Midi sous surveillance » | 66 |
| <b>Annexe 5</b> : Planche de photos sur le Canal du Midi                               | 68 |



ANNEXE 1 :

Biographie de

Pierre-Paul de Riquet



## PIERRE-PAUL DE RIQUET

Né probablement le 29 juin 1609 à Béziers (son acte de naissance est introuvable), Pierre Paul de Riquet est mort à 71 ans le 1er octobre 1680 à Toulouse. Ses ancêtres seraient d'origine Florentine (branche Arrighetti) et Provençale (branche Riquetty) qui donnera la famille Riquet, comte de Camaran.

Le père de Paul était notaire, procureur du Roi et surtout homme d'affaire très habile. Il poussera son fils à entrer dans l'administration des gabelles car il sait que cette voie peut être une source d'enrichissement rapide pour son fils.

Il se marie en 1637 à l'âge de 33 ans, avec Catherine de Milhau, fille d'une famille bourgeoise de Béziers. Ensemble, ils auront cinq enfants, deux garçons, Jean-Mathias et Pierre Paul, ainsi que trois filles, Catherine, Marthe et Anne. Ils s'installent à Revel où il exerce sa fonction de fermier des gabelles qui consiste en la collecte de cet impôt sur le sel. C'est là que va naître puis mûrir son projet de Canal. Pendant plus de 20, il amassera une fortune importante grâce à la ferme des gabelles mais aussi en tant que munitionnaire de l'armée de Catalogne. En 1661, c'est un homme riche. Il possède de nombreux appartements et droits sur les biens de la communauté de Revel, dont il est Juge Royal. Il est baron de la seigneurie de Bonrepos, à côté de Verfeil où il possède 60 ha de forêts de chênes, 150 ha de bois et de terres, 4 métairies, sans oublier une demeure à Toulouse, dans le Quartier des Puits-Clos.

De grandes qualités habitent cet homme : travailleur infatigable, doué d'une formidable imagination, audacieux, in enthousiaste, il est aussi servi par un sens aigu de l'observation et une grande sûreté de jugement. Il allie un esprit d'entreprise prononcé, à une grande capacité à mener les hommes. Sa spontanéité et sa franchise le servent tout au long de son existence. Avant tout homme d'affaire, il est fin calculateur, respectueux de la légalité. Sa sagesse l'aide face à ses détracteurs ainsi que son humanité. L'homme est têtu, tenace et solitaire. Lorsqu'une certitude le tient, il n'en démord pas, et passe outre les interdits, c'est le cas pour le percement du tunnel de Malpas, pour l'arrivée à l'étang de Thau, ou encore pour le parcours le long de l'Aude. Il n'apprécie pas de partager les responsabilités, et assume seul ses engagements.

Riquet était aussi un précurseur dans le domaine des droits des travailleurs. Il mit en place pour les ouvriers qui travaillaient sur les chantiers du Canal ce que l'on peut considérer comme l'ancêtre de la sécurité sociale. Ils étaient payés 10 livres par mois ce qui était bien supérieur aux salaires qu'ils auraient pu espérer pour la même tâche par ailleurs. Les jours de repos (jours fériés, dimanches et jours de pluie) n'étaient pas déduits. Un logement était fourni pour une somme très modique. Les ouvriers tombant malades étaient payés, comme si ils travaillaient, pendant le temps de leur maladie. Les instruments de travail étaient fournis à l'enrôlement, à charge à chacun d'entretenir son matériel. Ces conditions de travail impensables au XVIIème siècle comme l'assurance maladie et des salaires élevés n'ont pas fait que des amis à Riquet parmi les entrepreneurs de la région, les ouvriers se prenant à rêver à de telles conditions dans les autres chantiers...

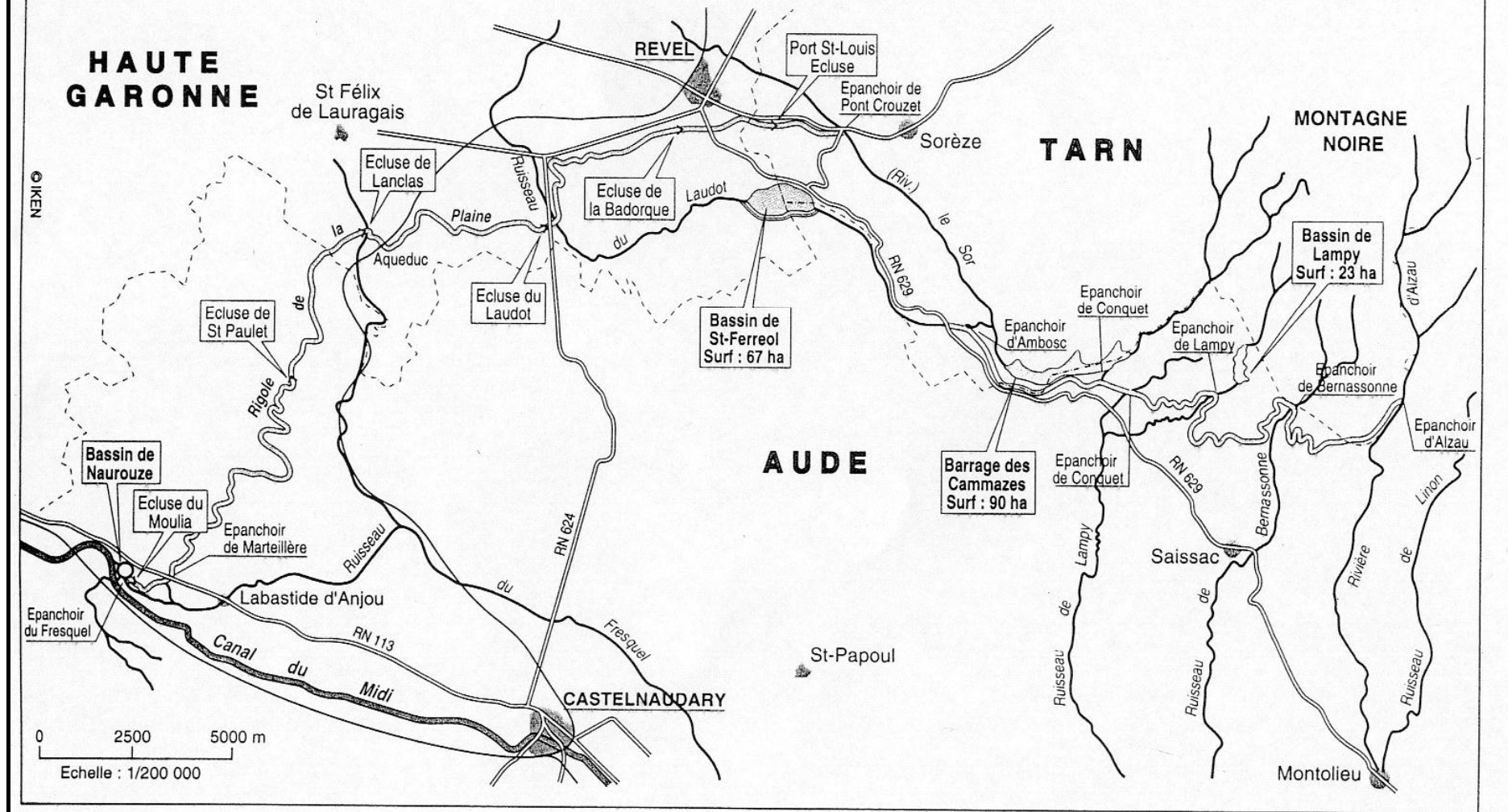
ANNEXE 2 :

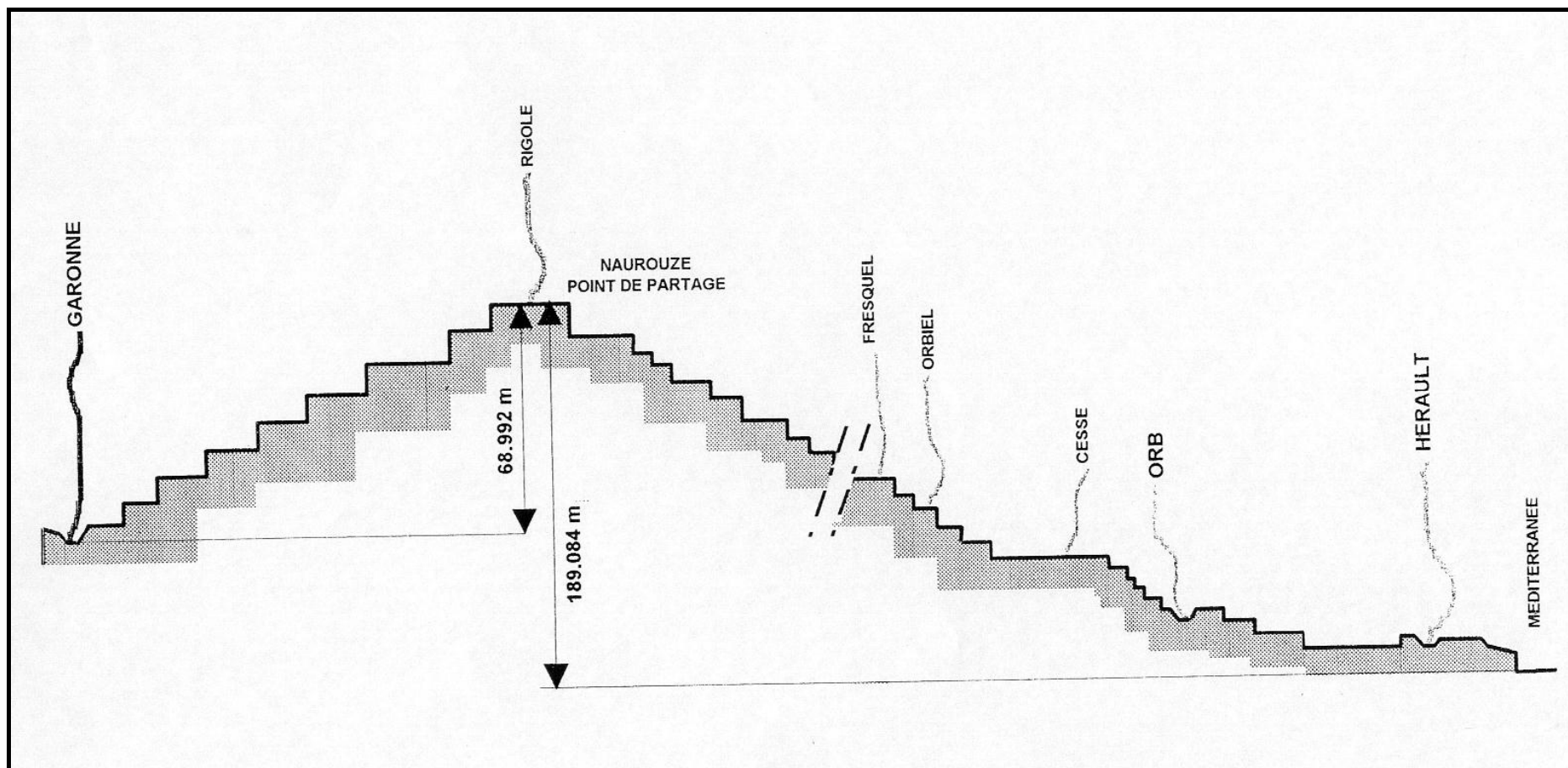
Systeme

d'alimentation de la

Montagne Noire

# CARTE DE L'ALIMENTATION EN EAU DU CANAL DU MIDI DANS LA REGION DE LA MONTAGNE NOIRE





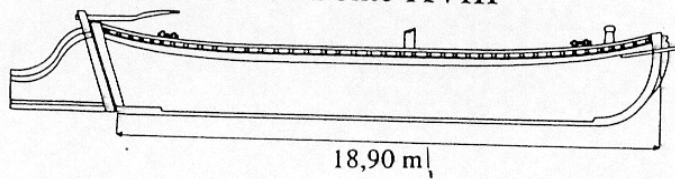
ANNEXE 3 :

Différents bateaux  
ayant navigués sur le  
Canal du Midi

*Types communs de bateaux marchands qui ont emprunté le Canal du Midi du XVII<sup>e</sup> siècle à aujourd'hui. Les derniers bateaux de bois*

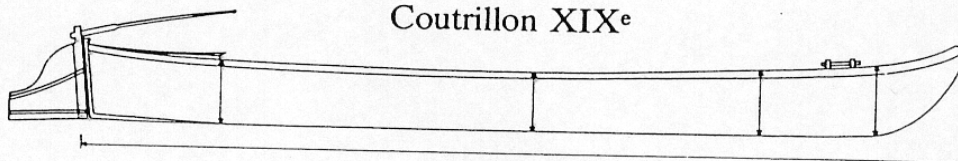
*naviguaient encore il y a quelques années. Ils sont maintenant tous remplacés par des péniches automoteur en acier.*

Bateau Ponté XVIII<sup>e</sup>



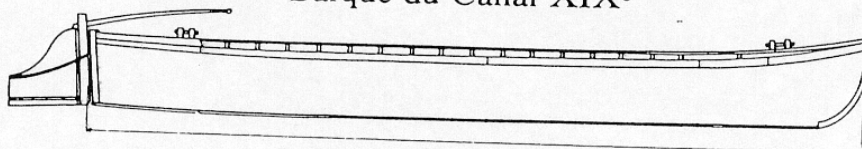
18,90 m

Coutrillon XIX<sup>e</sup>



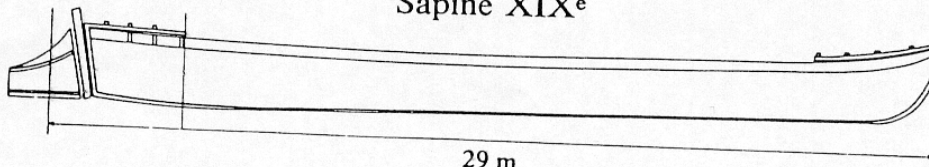
29 m

Barque du Canal XIX<sup>e</sup>



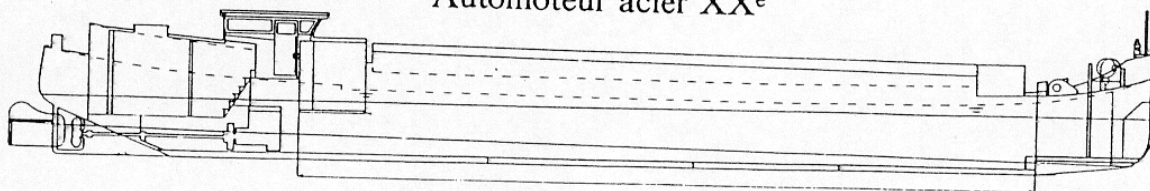
25,70 m

Sapine XIX<sup>e</sup>



29 m

Automoteur acier XX<sup>e</sup>



32 m



## ANNEXE 4 :

Article de la Dépêche  
du Midi : « le Canal du  
Midi sous  
surveillance »

*D'importantes réparations sont prévues*

## Le Canal du Midi sous surveillance

Le Canal du Midi a été l'objet de toutes les attentions, lors de la réunion à Toulouse de la commission territoriale d'Entre Deux Mers, présidée par Pierre Cohen, le député-maire de Ramonville.

Vieux de 300 ans, l'ouvrage de Pierre-Paul Riquet a en effet bien du mal à survivre aux outrages du temps. Autant les berges, affectées notamment par les ragondins, que les ouvrages d'art (ponts et écluses) nécessitent aujourd'hui d'importantes réparations. « Il y a de sérieux efforts à fournir concernant le dragage de la vase », explique ainsi Jacques Noisette, res-

ponsable de la communication aux Voies navigables de France (VNF), l'organisme public chargé de la gestion du Canal. « L'ouvrage a été délaissé pendant de nombreuses années. L'objectif prioritaire est la remise en état des berges... mais les travaux lourds se feront en dehors de la période touristique », précise M. Noisette.

Le schéma d'aménagement, discuté lors de la réunion entre les délégués des VNF, de l'Etat, des régions et des communes limitrophes de cette voie longue de 360 km, devrait permettre de fédérer l'ensemble des actions et d'en-

gager un « aménagement cohérent », selon les termes du porte-parole des VNF. Le tourisme ne devrait ainsi pas être affecté par les travaux de maintenance. Et pour cause. En quatre ans, la fréquentation touristique a augmenté de 40 % sur le Canal, classé patrimoine mondial par l'Unesco en 1996, générant plus de 77 millions d'euros.

André LEHMANN

■ Les gros travaux seront réalisés en dehors de la période touristique.

Photo DDM - Archives



LA DÉPÊCHE • LUNDI 18 NOVEMBRE 2002

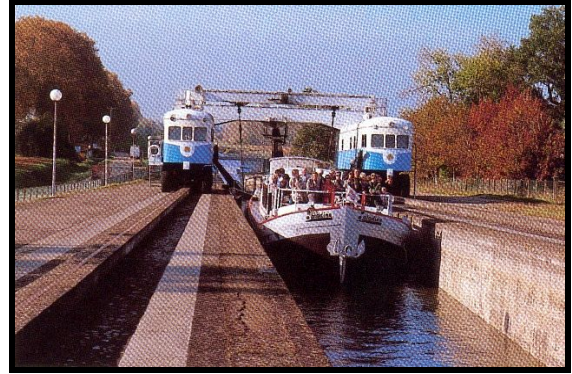
# ANNEXE 5 :

## Planche de photos sur le Canal du Midi





**Péniches sur le bord du Canal du Midi**



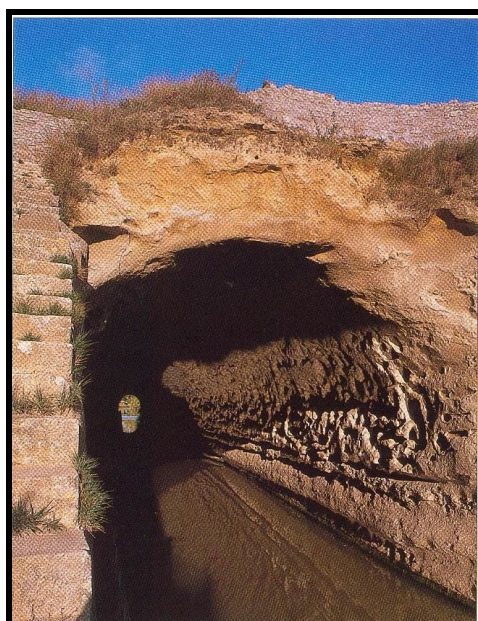
**Pente d'eau de Montech** : ce dispositif remplace 5 écluses, 2 automotrices poussent un plan d'eau sur une longueur de 443m, pour une hauteur de chute de 13m environ



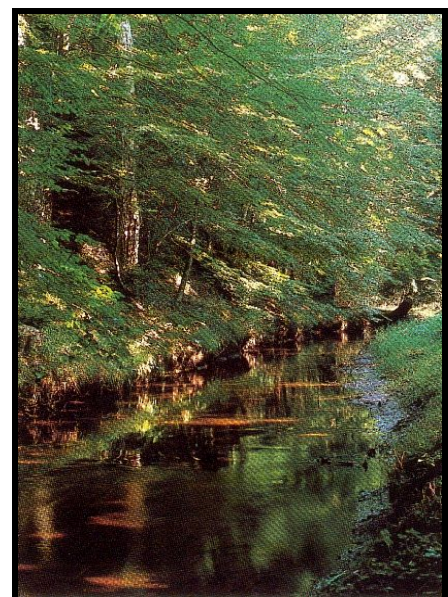
**Épanchoir d'Argentdouble** : il borde le Canal et supporte le chemin de halage ; il prévient les crues de la rivière Argentdouble



**Pont canal d'Orbiel** : conçu par Vauban et construit par Niquet



**Le tunnel de Malpas** : 160m de long et 8m de diamètre



**La rigole de la Montagne Noire**